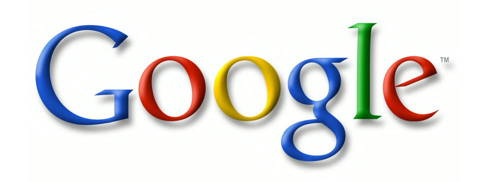



NYPL RESEARCH LIBRARIES
3 3433 06735546 5







LE MEXIQUE

ET

LA MONARCHIE

QUESTIONS

D'HISTOIRE ET D'ACTUALITÉ

PAR

J. Passama Doménech

Justum et tenacem.

MEXICO

Se vend à l'Imprimerie de M. Zornoza, Rue del Aguila 13
et chez les principaux libraires

1866

Gilberto, - [illegible]
[illegible], 156[illegible] [illegible]867.

[illegible]

LE MEXIQUE

ET

LA MONARCHIE

PAR

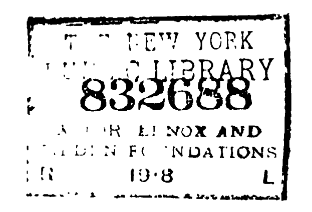
J. PASSAMA DOMÉNECH



Justum et tenacem.

MEXICO
Se vend à l'Imprimerie de M. Zornoza, calle del Aguila n° 13
et chez les principaux libraires
Juillet 1866

m. n.



Imprimerie d'A. Boix.—Rue del Aguila 13.

Tous les peuples ont dans leur histoire des heures critiques, où leurs intérêts les plus chers sont frappés de ruine, et dans les quelles leur existence même semble menacée de périr. Il n'est donné à aucun d'eux d'échapper à la loi commune. Quand de tels jours néfastes sont venus, c'est le devoir de tous les citoyens, de se ranger autour des institutions qui sont le salut de la patrie, pour les défendre; c'est aussi le devoir de ceux qui gouvernent, de regarder en face le danger, et de prendre, sans présomption comme sans faiblesse, une résolution sûre, avec la volonté ferme de la suivre énergiquement.

La crise que traverse aujourd'hui le Mexique laissera après elle, et selon son issue, la vie ou la mort. La vie, si l'œuvre entreprise par une partie considérable de la nation, avec le concours désintéressé de la France, reçoit un couronnement définitif; la mort, si cette œuvre échoue, car l'échec doit avoir pour conséquence nécessaire, de rejeter le pays dans l'anarchie où il s'est misérablement traîné depuis un demi-siècle, et de préparer fatalement sa ruine prochaine.

En présence d'une si terrible alternative, le dévouement absolu aux institutions qui peuvent seules garantir le salut de la patrie, est un devoir impérieusement commandé à chaque citoyen par la conscience même.

La main qui écrit ces lignes est celle d'un français; mais la pen-

sée qui la guide n'est nullement dominée par les préoccupations d'un patriotisme étroit.

La vraie grandeur de la France est d'entreprendre les œuvres les plus difficiles, de verser pour elles son sang, de dépenser ses trésors, sans autre but que de servir une cause juste, sans autre désir que de répandre les bienfaits de la civilisation, sans autre mobile que la noble ambition de faire triompher une idée. Un vaste génie politique, animé par le souffle d'un esprit naturellement généreux, pouvait seul développer de tels sentiments dans l'âme d'une nation. Si le cœur dit à la France d'aller là, où une faiblesse est à secourir, une idée de progrès à appliquer, l'intelligence lui montre aussi, qu'en raison de la loi de solidarité générale des peuples, son propre intérêt lui commande de semer, partout où cela est possible, les germes de la prospérité et de la richesse.

Ce travail est une œuvre de conviction, nullement de passion, encore moins d'intérêt. En l'écrivant, nous n'avons pour mobile, ni les susceptibilités d'un patriotisme qui ne doit point connaître les alarmes, ni le souci des choses personnelles. Mais on ne peut considérer sans douleur la sombre fatalité qui a si longtemps pesé sur un peuple, à qui, pour être digne de lui même et d'une haute destinée, il a manqué seulement, dans l'union une volonté ferme, capable de mettre fin à l'anarchie, et d'assurer la fondation d'un Pouvoir fort. Pleins de sympathie pour ce peuple que le malheur poursuit encore, et comme si le Mexique était notre véritable patrie, nous avons écrit ces pages. Pourront-elles contribuer à éclairer la nation mexicaine sur ses intérêts véritables, décider les esprits qui flottent incertains, ramener quelques uns de ceux qu'un funeste aveuglement égare? Nous les trouvons trop imparfaites, pour le penser. Cependant, peut-être ne seront-elles pas sans utilité, si le public veut les lire avec calme, sans passion, et sans une opinion systématiquement arrêtée d'avance.

Mexico, 10 Juillet 1866.

LE MEXIQUE ET LA MONARCHIE.

Justum et tenacem.

I.

Les événements qui ont eu lieu au Mexique dans ces dernières années, sont encore aujourd'hui mal compris, dans le pays même qui en est le théatre, par une partie de la population sous les yeux de laquelle ils se passent, et qu'ils intéressent directement. On ne peut donc s'étonner, qu'en Europe, l'opinion publique ait eu de la peine à les juger, à une distance de plus de deux mille lieues, avec des renseignements incertains et souvent entachés de mauvaise foi.

Nous avons partagé personnellement les préjugés du public français à l'égard de la question mexicaine; et, de prime abord, nous n'avions pas entrevu la portée politique de l'œuvre entreprise par l'Empereur Napoléon III. Mais depuis que nous habitons ce pays, nous avons pu nous instruire de ce qui intéresse son histoire passée et sa situation actuelle, apprécier ses aspirations et ses tendances, ses facultés et ses besoins. Une conviction profonde a été le résultat d'une étude faite, avec sincérité, sans passion, sans entraînement; nous avons considéré comme un devoir de la manifester aujourd'hui.

II.

Les grandes pensées ne sont point toujours celles que l'on perçoit le plus aisément; l'esprit, d'ordinaire, ne les saisit qu'avec difficulté, par cela même qu'elles sont de beaucoup au-dessus de lui. L'Empereur Napoléon III a dit: "L'avenir montrera que l'expédition du Mexique a été le plus grand acte politique de mon règne." L'histoire ratifiera assurément ces paroles, le jour où elle pourra être impartialement écrite, les passions apaisées, les événements assez éloignés déjà pour que l'on puisse en saisir l'ensemble, assez proches encore pour que les esprits en aient conservé le souvenir. On a tenté vainement de trouver, dans les causes de l'expédition française au Mexique, une misérable question d'intérêt, indigne à la fois d'une puissante nation, et d'un homme d'état auquel ses ennemis même ont su depuis longtemps rendre justice. Une grande pensée, au contraire, a présidé à la conception de l'œuvre; une pensée de haute politique, embrassant, dans sa vaste portée, l'avenir autant que le présent. [1]

Deux races maîtresses se partagent aujourd'hui le Continent Américain. L'une, la race Anglo-Saxonne, jeune et hardie, possédant à un haut degré l'esprit d'entreprise, sentant sa jeunesse et y ayant foi, à la tête d'une civilisation matérielle avancée; plus désireuse d'agrandissement et de conquête qu'on ne le pense généralement, et sachant mettre au service de son ambition, selon les circonstances, autant de souplesse que d'audace. L'autre, la race Latine, implantée en Amérique par les conquêtes Espagnole et Portugaise; jadis dominée par les Métropoles Européennes; jouissant, depuis bientôt un demi-siècle, d'une indépendance conquise au prix de luttes acharnées; fractionnée sur le continent en états nombreux; sans cesse en proie à la guerre civile et à l'anarchie, par cela même épuisée, et ne pouvant tirer qu'un médiocre profit de son activité et de ses ressources.

1 L'auteur croit utile de faire remarquer que s'il professe une conviction absolue, son opinion est aussi purement personnelle; il n'a, de près ou de loin, aucune connaissance officielle d'une pensée, qu'il a pu, comme tout le monde, apprécier seulement par les documents rendus publics et par les faits.

Sous la domination de ces deux races maîtresses, vit une race nombreuse d'Indiens, descendants des peuples conquis; à demi sauvages encore en bien des lieux, se mêlant néanmoins à la civilisation moderne, sans que leur caractère d'origine en soit altéré; conservant religieusement les antiques traditions de leurs pères, et cachant sous un sombre mutisme, à la faveur d'une dissimulation native, leurs souvenirs, leurs regrets, peut-être aussi leurs espérances.

Par la situation qu'il occupe dans la géographie du Continent Américain, le Mexique est, en quelque sorte, le boulevard avancé des races Latines en Amérique, et l'avant-garde destinée à défendre celles-ci contre les empiètements de la race Anglo-Saxonne. Ce rôle lui est indiqué par son origine et sa nature, ses croyances morales et sa religion, les besoins de sa politique et les nécessités de ses intérêts. Aussi la question de son indépendance et de sa force est-elle d'utilité générale intéressant à la fois les Amériques et l'Europe.

Mais après une longue suite de révolutions, le Mexique en était arrivé à un tel point de faiblesse, qu'il était devenu incapable, non seulement de remplir la grande mission que sa situation géographique et sa nature lui assignent, mais encore même, de défendre contre l'envahissement l'intégrité de son propre territoire.

C'est ainsi qu'en 1848, à la suite d'une guerre vaillamment soutenue, il fût contraint, à Guadalupe [1], de ratifier la sécession du Texas, et de céder aux Américains vainqueurs, en échange d'une mince indemnité, tout le territoire situé à l'Est du Rio del Norte, le Nouveau-Mexique et la Haute-Californie. En 1853, il vendait, pour 10.000,000 de piastres, la vallée fertile de Mésilla; aliénant ainsi, en quelques années, plus de la moitié de son territoire, 110,000 lieues carrées environ. [2]

Où se seraient arrêtés le démembrement du Mexique et l'envahissement des Etats-Unis, si la république Anglo-Saxonne n'avait pas eu à soutenir, contre elle même et dans son propre sein, une lutte

1 Guadalupe, petite ville non loin de Mexico; le traité dont il est ici question y fût signé le 2 février 1848.

2 D'après le calcul de l'historien Lucas Alaman, le territoire du Mexique, au moment de la proclamation de l'Indépendance, était de 216,012 lieues carrées (lieues mexicaines de 5,000 vares ou 4,179 mêtres, formant 1,747 hectares). Il est aujourd'hui d'environ 106,012 lieues carrées.

terrible, à peine assoupie maintenant, et abandonnée de lassitude par un parti trahi par le sort des armes mais non résigné à la défaite?

Les Etats-Unis ont une politique extérieure parfaitement habile. Ils se gardent bien d'afficher des prétentions de conquête, ils repoussent énergiquement le soupçon d'en avoir; affirmant hautement les droits des peuples et le respect des nationalités, ils ne veulent point conquérir. Mais en un traité comme celui de Guadalupe, arraché par la victoire à un peuple in extremis, ils se font régulièrement céder le territoire qu'ils convoitent; habiles calculateurs, ils firent sans doute là une affaire, mais le trésor mexicain se souvient encore du profit qu'il en tira. [1] D'ailleurs, afin de s'éviter le souci de discuter le droit d'immixtion des puissances Européennes dans les affaires de leur continent, ils ont créé une sorte de *non possumus* à leur usage, derrière lequel ils se retranchent à l'occasion. En vain cherche-t-on dans le message que le digne président Monröe adressait au congrès de 1823, l'esprit du droit politique que les hommes d'État américains s'efforcent de faire prévaloir aujourd'hui dans leurs relations avec l'Europe. Plusieurs écrivains impartiaux ont tenté vainement de l'y trouver; récemment encore dans une remarquable et judicieuse étude, [2] Mr. Michel Chevalier a montré clairement combien la Doctrine Monröe "a été travestie et faussée dans sa signification et son objet."

Un membre du parlement français rapportait naguère, comme les ayant entendu rappeler à Mexico, les paroles du général Smith qui occupait cette ville en 1847 après l'expédition du général Jackson. —Le général Smith défendait son pays d'avoir aucune vue de conquête sur le Mexique, et trouvait une foule d'excellentes raisons pour appuyer son dire. Quelle contradiction entre ces assurances et le traité de Guadalupe!

Une partie du Mexique souhaitait alors, en effet, de voir se prolonger l'occupation Américaine; elle allait même jusqu'à désirer une annexion générale et définitive, espérant ainsi mettre fin à l'état mi-

1 En échange du vaste territoire qui lui fût enlevé, il reçut 15.000,000 de piastres (environ 75.000,000 de francs) sur les quels les Etats-Unis retinrent 7.000,000 de piastres [35.000,000 de francs] pour les créances de leurs nationaux.

2 Le Mexique ancien et moderne.—Paris 1864.—Pages 484 et suivantes.

sérable où languissait le pays, et trouver, dans le sein d'une patrie nouvelle, la paix publique et la prospérité. Mais les Etats-Unis ne voulurent point s'incorporer le Mexique en entier et d'une seule fois. La moitié d'un vaste empire suffit alors à leur ambition; l'annexion de la totalité eut nécessité, sans doute, une œuvre d'organisation difficile et laborieuse; elle eut pu devenir une source d'embarras à l'étranger, et peut-être d'un conflit avec l'Europe. Ils se retirèrent donc, satisfaits du traité de Guadalupe, voyant bien, d'ailleurs, avec la perspicacité qui les distingue, que l'affaiblissement du Mexique était en bonne voie de s'accroître, et que, le jour venu, le pays ne pourrait opposer aucune résistance à leurs desseins.

On peut facilement imaginer quel sort attendait le Mexique si son incorporation aux Etats-Unis avait eu lieu. Le sol eût été fertilisé, sans doute; mais la nationalité eut péri. Entre Yankees et Mexicains il y a, non pas seulement dissemblance complète, mais bien opposition absolue. Tout est contraire: la race, le caractère; les mœurs, les usages; les croyances, la religion. Anglo-Saxons contre Latins, au lendemain de la fusion, une antipathie d'instinct eut mutuellement armé leurs cœurs d'une haine profonde. La lutte ouverte était prochaine; son résultat, assuré d'avance: la domination absolue du Yankee, le culte protestant à la place du catholicisme, la disparition totale de la Nationalité Mexicaine. [1]

III.

Assurer la conservation de cette nationalité incapable de survivre à un second désastre de 1848, et en même temps, sauvegarder les immenses intérêts qu'elle représente pour la paix du monde, tel est le but de l'intervention française dans les affaires du Mexique. Les réclamations de nos nationaux ont fourni l'occasion; mais une haute pensée a inspiré l'entreprise. Certes, pour des affaires matérielles, si importantes qu'elles fûssent, le Souverain de la France n'eut pas songé à prononcer les solennelles paroles que nous avons rapportées.

1 Les exemples du passé autorisent à préjuger l'avenir. Il n'y a plus trace aujourd'hui de l'élément Mexicain, au Texas, en Californie, au Nouveau Mexique. Les *leperos* (gens du peuple) de Mexico ont gardé le souvenir des revolvers américains.

En France, d'abord, on a généralement mal jugé la question; on n'a envisagé d'elle que le revers, et nullement la face même. Egaré par de funestes avis et des renseignements dont il est facile, sur les lieux, de vérifier l'inexactitude, le peuple français a pu croire un moment, que l'on allait faire au Mexique une œuvre contraire à la foi politique qu'il professe et aux sentiments qui lui sont chers. Les intérêts se sont alarmés d'un conflit possible avec les Etats-Unis et des conséquences qu'il pourrait avoir.

La vérité, cependant, est que la majorité de la nation mexicaine appellait de tous ses vœux l'intervention d'une puissance Européenne, et particulièrement de la France; l'estimant seule capable de mettre fin à l'anarchie, et d'organiser un pouvoir fort et protecteur des droits de tous. La vérité est aussi, qu'en assurant l'indépendance du Mexique, la politique française doit avoir pour résultat de contenir dans ses limites naturelles une puissance dont l'envahissement serait pour la civilisation Européenne un redoutable danger. On a beaucoup vanté les Etats-Unis. Mr. de Tocqueville et le Père Lacordaire les ont mis à la mode; en louant leur système politique ils avaient oublié ces paroles de l'écriture: "Toute maison divisée périra." La compression terrible que le gouvernement des Yankees exerce aujourd'hui sur le Sud et le martyre de Jefferson Davis, s'il leur avait été donné d'en être témoins, eussent sans doute refroidi leur enthousiasme. Mais s'il est juste d'admirer dans la race anglo-saxonne américaine, une féconde activité et de prodigieuses ressources, une merveilleuse aptitude pour le commerce et l'industrie, il faut se souvenir aussi, qu'à côté de la vie matérielle il y a la vie de l'esprit. L'Amérique n'a ni art, ni littérature, et vit sans ressentir le besoin d'en avoir. L'Europe a le noble privilége de conserver les traditions de l'art et des belles-lettres, d'être véritablement le foyer de la poësie, de la science et de la morale. Sa mission est grande; son devoir est de défendre la civilisation intellectuelle, contre l'absorption d'une civilisation tout-à-fait contraire.

Avec l'ambition que l'on peut reconnaître aux Etats-Unis, en dépit du masque dont ils la recouvrent, et la faiblesse du Mexique, la conquête de ce pays était facile à prévoir. Le Mexique conquis, les Yankees n'avaient qu'un pas à faire; une proie rapprochée s'offrait à leur convoitise. Au Nord, le Canada; à l'Est, Cuba et les Antilles;

l'Atlantique était à eux. A l'Ouest, la possession d'une côte immense et la presqu'île Californienne leur livraient le Pacifique.

Le système de prohibition qui est la base de l'économie des Américains dans leurs relations internationales, et le parfait égoïsme qui préside à celles-ci, ne laissent aucun doute sur l'avenir reservé alors à ces intérêts Européens qui se sont émus de la seule politique capable de les garantir eux-même.

Pour les Etats-Unis, un accroissement de production, capable d'alimenter leurs usines et suffisant à leur consommation intérieure; la concentration entre leurs mains du commerce colonial, le monopole du marché monétaire; les escales indispensables à la navigation, voile ou vapeur, en leur pouvoir, et fermées aux étrangers, selon leur bon plaisir; une position formidable sur les deux grands océans qui touchent à l'Europe et à l'Asie, voilà ce que pourrait leur faire gagner la faiblesse de l'Europe.

Au contraire, un coup funeste porté à l'exportation et aux manufactures qu'elle fait vivre; la perte du commerce colonial, l'insécurité des mers; une continuelle menace, l'anéantissement complet de son influence en Amérique; voilà, pour l'Europe, le résultat qu'elle pourrait recueillir.

Une rare lucidité de vues, et l'élévation d'un esprit qui se possède lui-même et sait conserver l'indépendance de sa pensée au milieu de l'immense labeur de chaque jour, ont permis à l'Empereur Napoléon de percer en quelque sorte l'avenir, et d'envisager, en elle-même et dans toutes ses conséquences, la question dont le sommaire vient d'être rapidement tracé. L'attitude présente du gouvernement de Washington contre l'Empire Mexicain, et les sentiments d'hostilité mal déguisés des Etats-Unis envers la nation qui présente à leurs ambitieux desseins une résistance inquiétante et peut-être inattendue, montrent assez que la politique française a frappé juste.

L'histoire ne se bornera pas à écrire (quelque soit l'avenir, car elle a une autre morale que celle du succès) que l'expédition du Mexique fut le plus grand acte politique du règne de Napoléon III; elle dira aussi, qu'un génie clairvoyant sut comprendre une question générale, intéressant l'Europe tout entière, la question capitale de son siècle; et qu'il se sentit assez grand par lui-même et par le peuple sur lequel il régnait, pour entreprendre le premier de la résoudre.

IV.

Quelle a été l'action directe du gouvernement français dans les affaires mexicaines?

La France est allée au Mexique pour en assurer l'Indépendance; elle a voulu y organiser un gouvernement basé sur la souveraineté populaire, émanant librement de celle-ci, capable de mener à bonne fin une œuvre de restauration, et assez fort pour y réussir. La grandeur de notre patrie, la juste influence qu'elle possède aujourd'hui dans les affaires du monde, ne permettent pas de mettre en doute que la tâche entreprise par elle ne reçoive un entier achèvement.

Si, à l'heure présente, le progrès de l'œuvre subit un temps d'arrêt, la raison en est dans la résistance aveugle d'un parti, qui, sans en avoir la conscience, poursuit la ruine de son pays au profit de l'étranger, et dans d'autres causes que nous indiquerons plus loin.

Le fait qui domine tout est l'établissement d'un gouvernement monarchique. Nous allons montrer qu'une telle institution est conforme à la fois, aux traditions et aux nécessités du Mexique.

V.

Les affaires d'Espagne en 1808 et le renversement des Bourbons par les armées de l'Empereur Napoléon I, eurent pour résultat de provoquer dans le Mexique une excitation générale des esprits. Le premier mouvement fut une manifestation sympathique en faveur de la famille royale, à qui l'étranger venait de faire subir une humiliante déchéance. De toutes parts, les ayuntamientos [1] font parvenir au Vice-Roi des adresses, qui respirent les sentiments de la fidélité la plus sincère, et contiennent les assurances du respect le plus absolu. Peu à peu, l'émotion publique grandit et se propage, les esprits s'animent, et d'ardentes aspirations exaltent les cœurs. On se demande si l'état du pays ne réclame pas l'application de mesures radicales. La Vice-Royauté, se dit-on, n'a plus aucun pouvoir légitime, puisque l'autorité royale dont elle reçoit délégation a cessé d'exister; il faut donc constituer, dans la Nouvelle-Espagne, une

1 Municipalités.

autorité capable d'y suppléer. La Vice-Royauté défend ses droits, et résiste à ces prétentions; la lutte ouverte commence. L'exemple des Etats-Unis, qui ont su conquérir leur indépendance et la conserver, donne un encouragement puissant à la disposition naturelle des esprits. Quelques mots des idées de la Révolution française, arrivés au Mexique en trompant la vigilance des inquisiteurs, aident le sentiment public à se connaître lui même, et lui découvrent un droit social nouveau. Chose étrange, et d'un contraste utile à noter, aux aspirations libérales se mêlent d'ardentes préoccupations religieuses. On redoute l'invasion de la liberté des cultes que la conquête française a peut-être déjà introduite en Espagne, et le dommage que peut en recevoir la religion. Mais peu à peu, les vagues aspirations se condensent, prennent un corps, s'affirment elles même, et bientot les mots de souveraineté nationale sont prononcés.

Hidalgo lève le premier l'étendard de l'indépendance; Morelos le suit. Après eux, et avec des fortunes diverses, Matamoros, Mina, Nicolás et Miguel Bravo, Albino García, Bustamante, Guerrero combattent vaillamment pour la cause de la liberté. Mais un opiniâtre courage et un patriotisme ardent ne peuvent parvenir à fixer la fortune sous le drapeau national. Au moment où sa victoire semble assurée, Hidalgo est vaincu au Pont de Calderon; il marcha noblement à la mort. Héroïque sur le champ de bataille autant que sage dans les conseils, Morelos est fait prisonnier à Temescala, et meurt tandis qu'il pouvait considérer sa tâche comme accomplie.

Néanmoins, la cause de la révolution est moralement gagnée; le mouvement se généralise, s'affirme, un enthousiasme immense le soutient; l'Indépendance est victorieuse dans les esprits. Son succès réel et définitif est proche; l'épée d'Iturbide le décide; le 24 février 1821, le plan d'Iguala assure le triomphe de la liberté; le 27 septembre, la transaction de Córdoba le consacre. La Nouvelle-Espagne n'est plus; désormais une nation vient prendre son rang dans le monde, le Mexique existe.

La cause essentielle qui détermina le mouvement des esprits dans la révolution mexicaine, quelque soit, d'ailleurs, la valeur intrinsèque des autres éléments qui concoururent à le soutenir, fût une générale ambition de se soustraire à la suprématie de la Péninsule, et d'échapper à l'état d'absorption que la Métropole avait établi à son profit.

Le Mexique eut aussi l'espoir de trouver dans une indépendance nationale, la possibilité de développer, d'accroitre, et d'exploiter pour lui même les germes de richessequ'il renferme dans son sein.

Mais en même temps que l'on aspirait à se séparer de la Métropole, il était nécessaire de déterminer la forme du nouveau gouvernement national. Hidalgo considérait l'Espagne et le Mexique comme les deux fleurons égaux d'une même couronne; il n'admettait point la suprématie d'un pays sur l'autre. Aussi prétendait-il faire la guerre aux armées des Vice-Rois et non point à la royauté même. Il se disait dévoué à Ferdinand VII; les uniformes de ses soldats portaient les initiales de ce prince, et lui même avait avec lui le portrait du roi. La Junta de Zitácuaro [1] dont le général Rayon se décerna lui même la présidence fut la première manifestation sérieuse de l'esprit d'organisation politique dans la révolution; elle résuma nettement les sentiments qu'avait professés Hidalgo. C'est le premier document important et d'un caractère positif qui soit donné à l'histoire.

Le Plan de paix [2] affirme la souveraineté nationale; [3] il déclare l'Espagne et l'Amérique parties intégrantes de la monarchie, [4] sujettes au roi, mais égales entre elles; sans dépendance de l'une vis à vis de l'autre, ni hiérarchie; puis il pose en principe qu'en l'absence du souverain, [5] les habitants de la Péninsule n'ont aucun droit de s'approprier le pouvoir suprême, ni de représenter la personne Royale dans les possessions d'outre mer. Toutes les autorités de l'ancienne Métropole sont nulles, [6] ajoute-t-il; et s'insurger contre

1 La Junta de gobierno, installée à Zitácuaro, province de Valladolid (aujourd'hui Morelia, du nom de Morelos) 1811.

2 La déclaration de la Junta de Zitácuaro se divise en deux parties: Plan de paix— Plan de guerre— nous n'avons à nous occuper que de la première.

3 Art. 1.° La souveraineté réside dans la masse de la nation.

4 Art. 2.° L'Espagne et l'Amérique sont parties intégrantes de la monarchie, sujettes au roi, par suite égales entre elles, et sans dépendance ni subordination de l'une vis à vis de l'autre.

5 Art. 4.° Le souverain étant absent, les habitants de la Péninsule n'ont aucun droit pour s'approprier le pouvoir suprême, et représenter la personne royale dans ces domaines.

6 Art. 5° Toutes les autorités émanant de cette origine sont nulles.

elles est [1] pour la nation mexicaine un droit légitime. Agir ainsi, [2] ce n'est point, pour le pays, se rendre coupable du crime de lesè-majesté (tout au plus serait-ce un crime de lèse-gachupines [3]), c'est au contraire donner au roi une preuve de patriotisme.

L'Indépendance du Mexique sous le sceptre de Ferdinand VII, tel, est en substance, le manifeste dont nous venons d'indiquer les points essentiels. Ainsi, la première pensée d'organisation gouvernementale dans la révolution mexicaine est une pensée monarchique.

La Junta offrit donc le trône à Ferdinand VII. [4] La destruction de Zitacuaro par le fer et le feu fût la seule réponse, que fit à la proposition officielle de la Junta, la Vice-Royanté de Mexico, par la main du général Calleja. La pensée de la révolution en fût nécessairement modifiée en un point; et, jetée dans une sorte de confusion, elle demeura longtemps sans pouvoir formuler nettement un plan gouvernemental.

Le congrès de Chilpancingo [5] confirma la déclaration de Zitácuaro en ce qui concerne l'Indépendance du Mexique, mais il ne s'expliqua point clairement sur la forme même du régime politique qu'il convenait d'établir. Nous ne pouvons mieux faire que de placer ici quelques phrases du résume substantiel qu'en a donné Mr. Michel Chevalier: "Les termes de cette pièce, combinés avec la note "émanée de Morelos et avec une proclamation qu'il publia un peu plus "tard, en janvier 1813, à Oaxaca, sembleraient indiquer que les opi-"nions politiques de ce chef étaient un mélange des idées qui avaient "été proclamées par la révolution française, et ensuite par les cortès

1 Art. 6.° Conspirer contre elles c'est pour la nation mexicaine ne faire plus que d'user de son droit.

2 Art. 7.° Loin d'être un crime de lèse-majesté (si c'en était un, ce serait seulement de lèse gachupines), c'est un service digne de la reconnaissance du roi, une marque du patriotisme du Mexique que sa majesté approuverait si elle était présente.—(Traduction littérale.)

3 Gachupine, mot indien, sur l'étymologie du quel les linguistes ne sont pas d'accord; il semble signifier "hommes à éperon." Les créoles mexicains l'emploient contre les espagnols comme un mot de haine ou de mépris, et les indiens, qui n'ont pas perdu le souvenir de l'indépendance et de la grandeur de leur race, en usent dans le même sens, pour désigner sans distinction tous les hommes de la race blanche conquérante.

4 Il était alors à Valencay que Napoléon lui avait donné pour résidence.

5 1813.

"de Cadix, avec celles que les jésuites avaient mises en pratique "dans les missions du Paraguay. On aperçoit en effet dans ces trois "documents mexicains les germes d'une théocratie qui eût passé le "niveau sur toutes les têtes. Il y était dit que la nation mexicaine "reprenait sa souveraineté et l'exerçait par ses répresentants, que "l'esclavage des noirs était aboli, que les priviléges de la naissance "ou de la couleur disparaissaient, que la justice criminelle n'em-"ploierait plus la torture; mais en même temps la religion catholi-"que était déclarée la seule qui fût reconnue et pût être pratiquée, "même en secret. La liberté de la presse était instituée, mais seule-"ment pour les sciences et la politique, ce qui voulait dire à l'ex-"clusion des matières religieuses."........ "Un des premiers ac-"tes du Congrés fut de rétablir l'ordre des Jésuites, aboli dans les "domaines de l'Espagne depuis Charles III. C'était, disait-on, afin "d'assurer à la jeunesse le bienfait de l'instruction chrétienne dont "elle manquait, et d'avoir des missionnaires zélés pour la Californie et les provinces frontières du nord." [1]

VI.

Sur ces entrefaites, Ferdinand VII était rentré en possession du trône d'Espagne; la Vice-Royauté reprit momentanément quelque espoir. Néanmoins le triomphe de la révolution était proche; l'attitude énergique d'Iturbide [2] le décida bientôt. Général en chef de l'armée du Nord, Iturbide avait longtemps combattu avec une grande valeur dans les rangs des Espagnols. Mais un jour, comprenant que le courant général des idées et la force des choses devaient amener l'Indépendance du Mexique, touché des malheurs de sa patrie et désireux de l'arracher aux horreurs de la guerre civile, il résolut de mettre sa vaillante épée au service de la cause nationale. Le 24 février 1821, à la tête d'une armée dévouée à sa personne et à la cause

1 *Le Mexiqué ancien et moderne*, de Mr. Michel Chevalier, est le meilleur livre que l'on puisse lire, lorsqu'on veut apprendre la philosophie de l'histoire du Mexique. Il contient un analyse exacte des faits principaux. Très remarquable par la forme, il l'est non moins par une synthèse élevée et judicieuse des événements.

2 Don Agustin Iturbide né à Valladolid (Michoacan), en 1784, d'origine basque—Empereur du Mexique en 1822, mort en 1824.

de la liberté, il se transporte à Iguala. De cette ville, il lance une proclamation, écrite avec autant d'ardeur qu'elle excita d'enthousiasme; puis il publie un manifeste où sont arrêtées les bases de l'organisation générale du pays.

Le Plan d'Iguala affirme l'Indépendance du Mexique; le gouvernement sera une monarchie; le trône est offert à Ferdinand VII; [1] à défaut d'acceptation par lui, et successivement, à ses frères Don Carlos et Don François de Paule, infants d'Espagne; puis en dernière recours, à l'archiduc Charles d'Autriche; si tous ces princes refusent, on demandera un souverain à l'une des Familles régnantes de l'Europe.

Comme on le voit, le principe monarchique est nettement proclamé dans le plan d'Iguala; on peut même dire, laborieusement garanti par une minutieuse prévoyance. C'est un devoir d'ajouter qu'il y fût sincèrement proclamé; on ne peut prêter alors à Iturbide aucune idée d'ambition personnelle, eu égard au grand nombre de princes contemporains qu'il jugeait dignes de mériter le trône. La sincérité incontestable d'Iturbide, et la certitude qu'il avait de suivre les vœux de son pays, peuvent être considérées à bon droit comme une preuve des sentiments monarchiques de laNation Mexicaine.

Un enthousiasme immense accueillit le Plan d'Iguala, et le consacra en quelque sorte comme la manifestation vraie de l'opinion publique. Mais la maison d'Espagne, mal inspirée, repoussa dédaigneusement l'offre des Mexicains. Pendant ce temps le vice-roi D. Juan Ruiz de Apodaca avait à peine, à Mexico, un semblant d'autorité.

Le 24 juillet 1821, le général O'Donoju débarque à Vera-Cruz; il venait remplacer Apodaca. A cette nouvelle, Iturbide se transporte rapidement au devant du nouveau vice-roi et le rencontre à Cordova. O'Donoju, homme d'un caractère élevé et d'une grande justesse de vues politiques, jugea rapidement la situation; il comprit la puissance du parti national, et la faiblesse de l'autorité Royale. Aussi, le 24 août 1821, à la demande d'Iturbide, se décida-t-il à accorder au plan d'Iguala une ratification qu'il n'était pas en son pouvoir de refuser. La seule modification qui fût apportée, par la transaction de Cordova, à l'acte solennel du 24 février, fut la substi-

1 Les refus de ce prince n'avaient pas lassé le Mexique.

tution de Don Carlos Ruiz, le plus jeune des infants d'Espagne, à l'archiduc Charles d'Autriche; et la déclaration, que la qualité de membre d'une des maisons souveraines de l'Europe n'était plus jugée nécessaire pour aspirer au trône. Les refus de l'Espagne et de quelques familles régnantes de l'Europe justifiaient amplement cette disposition nouvelle.

Le 26 septembre, O'Donoju arrive à Mexico et prend possession d'un pouvoir qu'il devait garder dans ses mains quelques heures à peine. [1] Le 27 septembre, date à jamais mémorable pour le Mexique, car c'est véritablement celle du premier jour de son indépendance, Iturbide, à la tête de son armée, fait une entrée triomphale dans la capitale de l'Empire. [2] Le lendemain la Vice-Royauté tombe pour toujours, et une régence, concentrant en ses mains les pouvoirs généraux, gouverne provisoirement.

C'est en vain alors, que le Mèxique demande à l'Europe un souverain. Nul prince ne se présente. Le trône est là pourtant; le 18 mai 1822 Iturbide y monte, et le peuple de Mexico le proclame Empereur.

Le besoin instinctif d'une autorité régulière et les sentiments monarchiques du pays, plus encore qu'une ambition amplement justifiée par les services qu'il avait rendus à la cause nationale, portèrent au trône celui que, dans l'enthousiasme universel, on appellait le libératenr du pays.

VII.

Il n'était pas donné au nouvel empereur de consolider son œuvre, de léguer à sa race la pourpre dont il était revêtu, ni de la conserver pour lui-même. La providence réservait au Mexique de dures épreuves, autant pour son propre enseignement que pour celui des autres peuples.

Soldat de fortune et parvenu, les anciens compagnons d'armes d'Iturbide ne purent lui pardonner une rapide élévation. Une sourde jalousie les irrita bientôt contre celui dont ils avaient été l'égal. Encouragés par l'attitude hostile du Congrès, les lieutenants de

1 Il quitta Mexico le 8 septembre suivant.

l'Empereur, ceux-là même qu'il avait comblés d'honneurs et de dignités, se mirent bientôt en révolte ouverte. Santa-Anna, le premier; après lui, Guadalupe Victoria, Bravo, Guerrero. La lutte fut courte et le jeune empire succomba au mois de mars 1823.

La chûte d'Iturbide fut celle d'un homme et non point d'un principe. Aucun de ceux qui concoururent à abattre le trône, n'était assez fort pour le relever à son profit; la Monarchie tomba faute d'un monarque, et la République fut établie. [1]

1 Iturbide tenta de reconquérir son trône—le 14 juillet 1824 il débarque à Soto-la-Marina.—Il fut fusillé par ordre du gouvernement.

VIII.

Nous n'avons pas le dessein d'entreprendre ici l'histoire de la République. Longue, d'ailleurs, par la multiplicité des événements, elle peut être écrite en quelques mots, si l'on veut se borner à en résumer l'esprit. Aussi bien, une brochure n'est pas un livre, et ne comporte autre chose que l'indication des faits généraux, propres à éclairer le jugement de lecteur.

Un gouvernement provisoire succède à l'empire et administre le pays pendant que s'élabore une constitution nouvelle. Quinze mois après, le général Guadalupe Victoria est élu président.

Il faudrait des volumes, pour raconter l'histoire de tous les hommes, qui passèrent, après Victoria, sur le fautenil présidentiel, sans avoir, quelques uns, à peine le temps de s'y asseoir, pour dire les innombrables péripéties de la lutte incessante des deux partis qui divisèrent la nation, tour à tour victorieux, et également inhabiles à conquérir autre chose qu'une suprématie éphémère. [1] En trente cinq années plus de trente présidents et vingt vice-présidents intérimaires!

La République fut une suite non interrompue de révolutions de palais et d'émeutes militaires. Une folle ambition traverse-t-elle la tête d'un audacieux? Aussitôt il soulève une compagnie ou un régiment, selon l'influence dont il dispose, entre dans la ville voisine et *se prononce*. Un chef de bande est-il las du brigandage et souhaite-t-il de changer le commandement de sa horde contre celui d'un régiment? Il *se prononce*. Le *pronunciamiento* est le rapide chemin de la fortune et des honneurs; les contributions de guerre, les impôts forcés levés au nom de la Nation, en font une très lucrative affaire; il mène aisèment aux plus hauts grades de l'armée. Et que peut-on refuser quand on tremble, à celui qui inspire la terreur? Trop heureux encore, lorsque, pour s'assurer un lendemain, il suffit de mettre sur un brevet de général le nom d'un bandit, ou de ratifier les extorsions dont a souffert le pouvre peuple! Le jour d'après, recommencent les périls, les angoisses, les expédients, les lachetés.

1 Les fédéraux ou libéraux, les unitaires ou conservateurs

Pendant ce temps la ruine va son train: l'hacienda [1] est pillée, les grands chemins sont mis en coupe réglée par les bandits; les administrateurs puisent à pleines mains dans les caisses publiques, la justice est à l'encan; la corruption est partout, le vol est un profession régulière. L'industrie est anéantie, d'immenses territoires incultes attestent la condition misérable de l'agriculture; l'usure [2] est devenue légitime par le risque que court le prêteur; les travaux publics sont suspendus, les routes sont des ravins, les ponts demeurent effondrés. L'instruction publique est désorganisée, le travail honnête donne à peine du pain; le niveau moral s'abaisse. L'état emprunte, ne paie pas ses créanciers et viole ses engagements; [3] de lourds impôts pèsent sur le peuple et l'émeute prélève les nécessités de son budget. La misère est générale; mais quelques gens bien avisés achètent un coffre fort et le remplissent. Pour une fortune, on cite cent ruines; et les bons citoyens pleurent sur les malheurs de la patrie.

Aux horreurs de la guerre civile viennent s'ajouter les désastres de la guerre étrangère. Pour appuyer les réclamations de leurs nationaux créanciers de l'état, les Américains envahissent le Mexique. On sait quelle fût la fin de cette guerre, et comment le traité de Guadalupe enleva au pays la moitié de son territoire.

1 On nomme ainsi les grands domaines agricoles.

1 L'argent en banque, pour les meilleures valeurs, était et est encore de 1½ à 2 et même 6 p% par mois. Le prêt hypothécaire, pour un court délai (le prêteur ne voulant pas de longs termes) à 2, 3, 4, et même 5 p% par mois. Les traites au moyen des quelles les haciendéros (propriétaires cultivateurs) se créent des ressources pour les travaux, (à deux et trois bonnes signatures), escomptées au même taux.

1 Le fait suivant peut donner une juste idée de la moralité et de la bonne foi du gouvernement mexicain. Un créancier de l'état après de nombreuses sollicitations, reçoit, en paiement, des bons payables à vue sur la caisse de la douane de San Blas. Il part, arrive à destination, exhibe les bons et une lettre ministérielle donnant ordre de paiement; l'agent refuse et ne paie pas. Plus rapide que le créancier, un *correo violento* (courrier rapide extraordinaire) avait porté du ministère à la douane, une lettre confidentielle de contr'ordre. Le créancier en est instruit. Quelque temps après, il sollicite de nouveau un règlement de compte, et l'obtient dans les mêmes conditions que la première fois.—Même *correo violento*.—Cette fois, la ruse fut déjouée habilement; un ami dévoué du créancier arrête le *correo* et le garde prisonnier dans une hacienda. La douane n'ayant pas reçu d'ordres contraires, paie au vu des bons et de la lettre.—Tout joyeux, le créancier rentre à Mexico, et va sérieusement remercier le ministre. Grand étonnement de celui-ci, qui ignorait l'arrestation de son émissair e.

IX.

Mais au milieu de si grandes calamités, l'honnêteté n'avait pas perdu ses droits, et l'amour sincère de la patrie vivait au fond de quelques cœurs. Touché des maux terribles qui pesaient sur son pays, et comprennant bien qu'ils puisaient leur source dans l'impossibilité absolue, de constituer une autorité régulière sans un changement radical de système, un citoyen dont le Mexique peut s'honorer à bon droit, osa élever au milieu de l'anarchie une voix courageuse. M. Guttierrez de Estrada avait occupé les plus hauts emplois de la république, et y avait montré les qualités d'un homme d'état. Il ne craignit point, dans sa "Lettre au Président," de conclure, nettement et sans ambages, à la nécessité absolue d'adopter poar le gouvernement la forme et les institutions monarchiques. Comme on peut le supposer, les ambitions individuelles se sentirent menacées, et M. Guttierrez de Estrada paya d'un long exil sa courageuse conduite. Eloigné de sa patrie, il eut la douleur de voir chaque jour en rapprocher la ruine.

Cependant le parti monarchique n'était pas découragé; il reprit quelqu'espoir à l'arrivée aux affaires de D. Jose Joaquin de Herrera, et quand le général D. Mariano Paredes y Arrillaga fut élu président, il put croire que son heure était enfin venue. Mais les tentatives de la diplomatie mexicaine échouèrent; une seconde fois, le monarque fit défaut au trône que l'on voulait relever. Un moment, néanmoins, le pays pût espérer qu'une dictature allait assurer son avenir. Le général Santa-Anna était revenu aux affaires; concentrant en ses mains tous les pouvoirs, il s'était fait décerner le titre d'Altesse Royale. Avait-il la pensée de revêtir une dignité plus haute encore, ou bien de préparer, à la faveur de la dictature, l'avénement d'un prince étranger? Nous ne pourrons le dire; toujours est-il qu'au bout de deux années le Mexique retomba de nouveau dans l'anarchie.

X.

Ainsi donc, trente ans de guerre civile, le pays désolé; le trésor vide et obéré, la dilapidation des deniers publics consacrée par l'ha-

bitude; les caractères abaissés, nul progrès accompli; le discrédit à l'étranger, la moitié du territoire national perdu: ruine et anarchie, tel est le bilan de la République.

Il ne suffit pas de constater de si tristes faits ou d'en gémir, il faut aussi savoir profiter des enseignements qu'ils contiennent; et, pour cela, rechercher la cause dont ils dérivent. La République mexicaine portait en elle un germe de destruction nécessaire: l'impossibilité absolue de constituer sur une base logique le principe d'autorité. En effet, dans une société, l'autorité s'exerce par un ou plusieurs hommes, en vertu d'une délégation faite par ceux en qui elle réside de fait ou de droit. Une république doit être nécessairement aristocratique et oligarchique, avec une caste privilégiée et résumant en elle-même de fait l'autorité, ou bien, démocratique et populaire, avec l'égalité de tous les citoyens, et la souveraineté résidant de droit dans la masse de la nation. Hors de là, tout système est faux, toute théorie est un sophisme.

La république mexicaine était-elle aristocratique? La constitution proclamait l'égalité, affectait hautement les sentiments d'une démocratie pure. La loi ne reconnaissait ni caste, ni privilèges, ni rien qui y ressemblât.

Etait-elle démocratique? On est en droit de n'en rien croire, lorsque, sur une population de 8.000,000 d'hommes, on a vu 100,000 créoles environ exploiter à leur profit 6.500,000 indiens et 1.200,000 métis. Une vraie démocratie ne se contente pas d'écrire ostensiblement en tête de ses lois, que tous les citoyens sont égaux; elle donne sincèrement à chacun l'égalité réelle et le libre exercice des droits civiques. Or, le système des votes par *pueblos* [1] et des *ayuntamientos* exerçant le droit électoral au nom des populations indiennes et en vertu d'une prétendue procuration de celles-ci, a-t-il jamais permis la pratique sincère des opérations électorales, base essentielle de toute démocratie? A peine déguisait-il le servage où vivait le plus grand nombre! Ignore-t-on que dans les riches *haciendas* en dépit des principesde la constitution, et au moyen d'un système [2] habile-

1 *Pueblo*, peuple, population, se prend dans le sens de ville, bourg, village; en général, de centre de population.

2 Chaque travailleur est obligé de vivre sur *l'hacienda*, et d'acheter tous les objets dont il a besoin dans une *tienda* (magasin) établie par le propriétaire. Par le prix des

ment conçu et âprement appliqué, l'Indien, c'est à dire la partie la plus nombreuse de la population, a été tenu, de tous temps, dans un état d'esclavage auquel il manque seulement le nom? Dans la plupart des industries des villes, le malheureux manœuvre ne vit-il pas comme un serf, loué ou plutôt vendu pour quelques années, sans avoir même comme le nègre à la Havane, un jour où, se promenant à sa guise, il puisse se croire libre? Un tel état de choses a-t-il jamais constitué une démocratie? Nous ne pourrons jamais nous résoudre à l'écrire. [1]

La vérité est que les créoles mexicains n'ont point eu le courage de leur opinion. Etre Sparte [2] avec des Ilotes [3], ou Athènes sous les lois de Clisthène; [4] Etre Venise [5] avec une aristocratie privilé-

objets et, pour me servir d'une expression familière, *en poussant à la consommation*, le propriétaire fait en sorte que ce que doit l'Indien à la tienda soit audessus des salaires qui lui sont dûs Chaque jour l'Indien s'endette davantage; et son contrat avec *l'haciendero* lui impose l'obligation de rester à son service tant qu'il est débiteur. Dépensant plus qu'il ne gagne, il est toujours débiteur, et par tant esclave. Le propriétaire fait à la fois une spéculation lucrative et s'assure des travailleurs. Ces malheureux finissent par s'accommoder de leur sort, et sachant qu'ils ne pourront jamais se libérer envers le maître, se résignent à vivre esclaves. Un jour un riche *haciendero* se plaignant devant ses travailleurs que le prix d'un champ qu'il avait vendu ne lui serait jamais payé: "maître, lui dit l'un d'eux, mettez le sur mon compte."

On ne peut s'empêcher de faire un triste rapprochement entre le sort des Indiens attachés à la glèbe et celui des malheureuses créatures qu'exploite un hideux commerce.

1 Ce triste tableau n'est nullement chargé. S'ils avaient eu des faits une connaissance exacte, bien des orateurs eussent mis leur éloquence au service d'une meilleure cause. Pour faire une république, il a manqué au Mexique des républicains.

2 Lorsque la constitution de Lycurgue eut été adoptée, Sparte fut gouvernée par deux rois ou archagètes, dont la puissance était limitée par cinq éphores et un sénat; c'était une république oligarchique et militaire à la fois.

3 Les Ilotes (habitants d'Hélos ville de Messénie) furent, après une guerre, réduits en esclavage par les Spartiates vainqueurs. Ils étaient traités avec une dureté impitoyable et soumis au travail forcé. Leur nombre, en rapport avec celui des spartiates, était d'environ 7 contre 1.

4 Après la chute des Pisistratides, Hippias chassé et Clisthène chef du parti populaire triomphant, Athènes fut une démocratie pure. Neuf archontes se partageaient le pouvoir exécutif; la nomination de ces magistrats et de tous les fonctionnaires, le pouvoir législatif appartenaient aux assemblées populaires; chaque citoyen rendait à son tour la justice—il y avait pourtant des esclaves, les prisonniers de guerre, selon l'usage de l'antiquité.

5 L'autorité, à Venise, appartenait à une aristocratie puissante. Les nobles délé-

giée et puissante, on les Etats-Unis avec la démocratie absolue: pour être logique il fallait choisir une voie et la suivre inflexiblement. Mais dans le temps où nous sommes peut-on parler de l'esclavage des peuples sans le flétrir! Peut-on aussi être assez peu sensé, quand on connait le Mexique, pour proposer d'y établir la démocratie pure, alors que la majorité de la population est incapable d'en comprendre les devoirs?

L'esclavage des Indiens ne serait pas seulement une chose impie, contraire aux éternels principes de la raison et de la morale, mais bien encore un redoutable danger pour les créoles. Les Aztèques contemporains ont conservé la vigueur de leurs ancêtres. L'Indien est patient, agile, dur à la fatigue; d'une merveilleuse aptitude dans la pratique des arts mécaniques; excellant à imiter, ce qui prouve qu'il réflechit; et le naif "*quien sabe*" [1] qu'il répond d'une voix traînante, cache plus de finesse et d'intelligence que l'on ne pourrait le penser. Il a conscience de l'état social où on l'a fait vivre, il sait ce qu'il a perdu à chaque révolution; et le jour où il a salué dans l'Empire la délivrance future, peut-être avait-il déjà un Spartacus? [2] Mais il est aussi, ignorant et superstitieux, enclin à tous les vices, surtout à celui de l'ivrognerie; il cherche dans le culte religieux un spectacle; et dans les statues qui ornent les temples, il ne voit souvent autre chose que l'image imparfaite des vieilles idoles que sa race adorait jadis. Les Indiens sont donc très susceptibles de s'éle-

guaient le pouvoir exécutif à un *Doge* ou *Duc*.—Ce pouvoir devint chaque jour de plus en plus limité; on avait soin de choisir pour doges des hommes avancés en âge, car ils étaient nommés à vie. Le pouvoir dogal était limité par le sénat, le conseil des Dix, le tribunal de la quarantie, les inquisiteurs d'état et le conseil des Pregaldi (qui partageait avec le Doge le pouvoir exécutif.) Les nobles seuls avaient accès aux grandes charges de l'état La force de cette aristocratie fit la puissance et la fortune de Venise.

1 *Quien sabe.*—Mots espagnols signifiant: qui sait?—C'est la réponse accoutumée des Indiens, quand ils ne peuvent ou ne veulent pas répondre à une demande.—C'est aussi une sorte d'exclamation ou expression familière, qui revient à chaque instant dans la conversation et le langage de tous les habitants du Mexique.

2 La puissante république romaine fut un instant menacée par une terrible révolte des esclaves à la tête des quels était le gladiateur Spartacus (an 73 av. J. C.)—Des renseignements certains nous permettent d'avancer, qu'en 1863 on a eu la preuve d'un projet de soulèvement général des Indiens mexicains contre les créoles.—Les Indiens ont acclamé l'Empereur comme un homme providentiel; son arrivée correspondait avec la prédiction d'un antique légende aztèque.

ver, et d'égaler la race blanche, si on les y aide; ils ont donné au Mexique des hommes distingués [1] par l'intelligence ou la bravoure; mais il n'est pas moins vrai que, pris en masse, ils sont encore loin de mériter le titre de citoyen.

XI.

Le lecteur a sans doute déjà compris notre pensée. Au Mexique la difficulté de toute organisation politique réside dans le disparate des éléments sociaux; la République s'est brisée à cet éceuil. Les créoles n'ont pas eu l'audace de se constituer, au dessus de l'esclavage des Indiens, en une aristocratie privilégiée légalement; eussent-ils osé le faire, un soulèvement général aurait emporté tôt ou tard leur œuvre, et, dans le courant des idées modernes, aucune voix ne se fut élevée pour les plaindre. D'autre part, ils n'ont rien tenté pour améliorer le sort de leurs malheureux compatriotes, avec lesquels ils rougiraient d'être confondus, et les ont laissé se dégrader chaque jour davantage.

En résumé, l'incertitude de la base sur la quelle reposait l'autorité, avec pour conséquence la confusion; une aristocratie de race, possédant les faiblesses et les vices des aristocraties, et n'ayant rien de la force et des vertus qui les distinguent; le pouvoir, de fait, entre les mains d'une minorité, dont les membres se l'arrachaient tour à tour sans se soucier de la nation et dédaignant de la consulter; un vain étalage de principes démocratiques, et sous cette apparence, l'esclavage du plus grand nombre; tous les défauts des systèmes aristocratique, démocratique, et de la forme républicaine, sans aucune de leurs qualités: tout cela ne pouvait nécessairement constituer autre chose qu'un état sans nom, république bâtarde, sans vitalité et condamnée fatalement à périr par un germe de destruction inné.

1 L'ex-président D. Benito Juarez, né a Oajaca, est indien de race pure.—Parmi les hommes les plus distingués, d'origine indienne, qui servent aujourd'hui le gouvernement impérial, on peut citer: le brave général Mejia, homme d'intelligence et de courage; les généraux Mendez, Lozada, Tannori, vaillants soldats; le colonel Abraham Ortiz de la Peña, dont l'armée française a pu juger la valeur.

XII.

L'institution de la Monarchie a donc été, au Mexique la conséquence nécessaire de la République, et ceux qui ont inspiré la pensée de l'établir, ont agi avec autant de patriotisme que de sagesse. Un monarque, en effet, riche d'une fortune patrimoniale et des revenus de la liste civile, possédant seulement des propriétés de plaisance ou n'ayant de terres que pour y enseigner les perfectionnements de la culture, sera seul assez indépendant de toutes questions d'intérêt, vis à vis de lui-même; et par un pouvoir qu'il tiendra de la masse du peuple, assez fort contre la minorité qui est propriétaire du sol, pour accomplir l'œuvre de régénération sociale sans la quelle le Mexique ne sera jamais une nation.

Un gouvernement fortement centralisateur est aussi indispensable au pays. Le Mexique s'étend du S. E. au N. O. en une longueur de 800 lieues; la nature l'a divisé en régions, nettement distinctes les unes des autres par des différences d'altitude très marquées; séparées entre elles par les mouvements du sol, couvertes, la plupart, de hautes montagnes et d'impénétrables forêts, coupées d'immenses *barrancas* [1] et de gorges profondes. Par suite, la création de voies de communication et de chemins y rencontre de grands et nombreux obstacles, et les cours d'eau navigables y font presque complétement défaut.

Comme conséquence de cet état de choses, les différentes régions du pays ont une tendance naturelle à se séparer les unes des autres, à s'affranchir du lien général; et le pays [2] est disposé, par sa configuration même, à la *désagrégation* de ses parties. Pour faire contrepoids à ce penchant, et en neutraliser les effets funestes, un gouvernement fortement centralisateur, exerçant sur les régions diverses du Mexique une puissante action de cohésion, est donc impérieusement nécessaire. Avec les traditions du passé et le goût des républicains pour le fédéralisme, il est permis de penser, que la république se-

1 Ravins profonds et escarpés; quelques uns atteignent des profondeurs de plusieurs centaines de mètres, et ont une largeur proportionnelle.

2 Témoin l'Etat de Guerrero sur le Pacifique, entre les états d'Acapulco et Oajaca, pays montagneux, presque impénétrable, dominé par une famille, les Alvarez.

rait demain, comme elle l'a été hier, dans l'imposibilité de réaliser cette obligation, si même elle consentait à l'admettre en principe. On le voit donc, justifié par les traditions historiques, rendu nécessaire par l'impossibilité absolue de constituer actuellement la république sur aucune base sociale nettement déterminée, l'établissement de la Monarchie répond seul aux besoins de l'organisation administrative du pays.

XIII.

Le trône relevé par la volonté nationale a été offert au descendant d'une des plus illustres maisons souveraines de l'Europe.

Ce prince était désigné aux suffrages des Mexicains par une haute naissance, et la garantie que pouvait offrir son passé. On vantait la bienveillance de son caractère, la bonté de son cœur, l'élévation de son intelligence, et l'érudition de son esprit. Dans de lointaines explorations, il avait visité un grand nombre de peuples et avait pu s'instruire de leurs aptitudes, des besoins de leur constitution; de ses voyages, il avait rapporté une œuvre profondément pensée où se peignait fidèlement sa nature. Le gouvernement de son pays lui ayant donné à remplir une tâche difficile, il avait montré, en l'accomplissant, toutes les qualités d'une âme noble; et le souvenir gardé de lui par le peuple sur lequel il avait exercé une paternelle autorité, faisait présager un sort heureux à la nation qui le choisirait pour souverain.

On savait aussi, qu'avec lui viendrait une jeune princesse, chez laquelle une grâce innée et la délicatesse du cœur s'allient à l'élévation de l'esprit et à la solidité du jugement; et qui, digne par ces éminentes qualités du trône d'un grand empire, serait aussi, capable par la noblesse de son caractère, d'être, dans toutes les circonstances, à la hauteur des plus grands devoirs.

L'Empereur Maximilien est donc arrivé à Mexico et a pris possession de son gouvernement:

"Je m'empresserai, a-t-il dit, de mettre la monarchie sous l'égide des lois constitutionnelles aussitôt que le pays sera complétement pacifié. La force du pouvoir exécutif est, à mes yeux, assurée par la précision ainsi que par l'établissement bien déterminé de ses limi-

tes; aussi mon intention est-elle, pour l'exercice de mon gouvernement, de fixer celles qui peuvent en garantir la stabilité. Nous prouverons, j'en ai la ferme espérance, qu'une liberté bien entendue se concilie le miex du monde avec le règne de l'ordre."

Ces remarquables paroles contenaient tout un programme; elles déterminaient l'esprit de la politique que l'empereur se proposait d'adopter.

XIV.

Il est utile d'indiquer ici rapidement, quels étaient l'état du pays et la disposition des esprits, à l'avénement de l'Empire.

La guerre était terminée; quelques bandes éparses dans les provinces excentriques tenaient seules la campagne. Le parti juariste, dépourvu d'un centre d'action, ayant épuisé ses ressources, semblait s'être résigné. Les conservateurs, dont la majorité avait souhaité l'Intervention afin d'arracher le pays à l'anarchie, saluaient dans le nouveau règne le gage présumé de la prospérité future. Le Clergé, rudement malmené sous la présidence de Juarez, pensait qu'une compensation lui était légitimement dûe, en échange des richesses qu'on lui avait enlevées; il espérait, confiant, en la justice du gouvernement impérial. Les Indiens, se pressant en foule sur les routes où devait passer le souverain, acclamaient en lui le libérateur attendu.

En présence de situations si diverses, l'Empereur Maximilien, s'inspirant d'une générosité naturelle, pensa que la politique la plus sage devait être celle de la conciliation. Il voulut se tenir dans une juste impartialité, s'abstraire de tous les partis, et eut la pensée, en s'adressant aux hommes de bonne foi et de patriotisme, de réunir toutes les divergences sur le terrain national de l'Empire. Une telle politique, on ne peut en nier la sincérité ni la noblesse, était malheureusement prématurée; le premier acte de l'Empire devait être de s'affirmer lui-même, et de faire constater sa force.

Les résultats se firent bientôt sentir. Conservateurs et libéraux gardèrent dans le cœur le souvenir des vieilles haines et ne voulurent point oublier les mutuels ressentiments. Peu à peu, la plupart des hommes qui avaient aidé à l'établissement de l'Empire, s'éloignèrent; les uns de leur plein gré, les autres, pour aller au loin

occuper des emplois sous la dignité des quels se cachait mal la disgrâce. Quelques juaristes semblèrent se rallier; les uns même mirent à servir le nouveau régime un dévouement que l'on ne peut suspecter; mais d'autres acceptèrent des fonctions honorables avec la pensée de s'en servir contre celui même de qui il les avaient reçues. Enfin le triste sort de l'Empire est aujourd'hui, de se voir reprocher par chaque parti d'avoir opté pour le parti contraire.

XV.

Au milieu de tous ces événements, une grâve question demeurait incertaine, le gouvernement comprit la nécessité de la traiter. Un des actes les plus importants du Président Juarez avait été la dépossession du Clergé, des biens dont il était propriétaire. En détenant d'immenses richesses soumises au régime de la main-morte et échappant presque totalement à l'action etaux droits du fisc, le Clergé privait évidemment l'état d'une source de revenus légitimes. On était assurément fondé à lui imposer, par une contribution proportionnelle, la compensation du dommage qu'il causait au trésor public. Il n'avait point d'ailleurs la pensée de s'y soustraire ni de la refuser; mais il croyait la possession de ses biens, en dehors de tous autres droits, légitimée suffisamment par l'usage qu'il en faisait au profit du culte et de l'instruction publique.

Quoiqu'il en soit, le Clergé est dans le pays une force considérable, et peut être un des ressorts les plus vigoureux de l'action gouvernementale. Il avait des vices, et ceux de ses membres qui étaient purs le confessaient humblement, en désirant de les voir disparaître; il avait aussi des vertus, et il a commis la faute de les laisser nier ouvertement, sans se défendre devant l'opinion. Mais pour nous qui le jugeons ici sans mettre en cause les principes et le dogme, (cela va paraître sans doute, de prime abord, étrange à ceux qui, comme nous, aiment la liberté de conscience et le libre examen de l'esprit) nous le considérons comme l'agent très utile de l'amélioration sociale du Mexique.

En effet, ainsi que nous l'avons dit plus haut, la masse de la population mexicaine vit sous l'empire des préjugés et de l'ignorance; les Indiens, catholiques, par leur assiduité aux cérémonies du culte,

ne le sont nullement par l'éducation religieuse, et le plus grand nombre d'entre eux a conservé la tradition et l'amour de l'ancienne idolâtrie. Assurément, il fallait imposer au Clergé d'avoir lui-même une instruction solide et des mœurs pures, afin d'être capable d'élever les esprits dont l'éducation lui est confiée, et de pouvoir prêcher d'exemple; mais, le priver des ses moyens d'action vis à vis d'un peuple sur lequel son influence est indispensable, est un acte de mauvaise politique; c'est préparer le retour à l'idolâtrie d'une partie considérable de peuple mexicain, et apporter un obstacle de plus à l'évolution du progrès social.

On peut croire que les oligarques, seulement occupés à faire fortune et à tirer de leurs *haciendas* d'importants revenus au moyen de travailleurs esclaves, n'ont eu nul souci de l'état moral des Indiens, qu'ils ne se sont point préoccupés de la question, n'ont pas voulu la poser, ou peut-être même ne l'ont pas entrevue. Il n'en est pas moins vrai que le problème demeure dans toute sa gravité. La faction républicaine par sa conduite, prouve au moins qu'elle l'a dédaigné; mieux inspirée, elle eut compris, au point de vue des progrès généraux, l'utilité d'un instrument dont elle n'a su reconnaître la valeur, ni diriger la force.

Mais le Clergé, dépouillé de ses richesses et ayant à sa charge les frais du culte et de l'instruction populaire, demande sinon une compensation de ce qui lui a été enlevé, du moins la certitude qu'il pourra subvenir à ses dépenses; et il estime, qu'un budget annuellement voté, et par conséquent soumis aux caprices des circonstances, n'est nullement pour lui un dédommagement ni une garantie. Il n'a point pris vis à vis de l'Empire une attitude hostile; mais il garde le souvenir de ce qu'il a souffert.

Quoiqu'il en soit, une partie des ventes des biens nationalisés du Clergé, ont été faites dans des conditions extrêmement douteuses, et rien n'est moins certain qu'un grand nombre des paiements du prix consenti par l'État à la charge des acquéreurs. Le Tribunal de révision accomplira difficilement sa tâche, n'ayant dans les mains que les éléments obscurs d'une comptabilité tenue avec le désordre ordinaire des livres publics sous le gouvernement républicain.

Mais il eut été facile à l'Empire de trouver, dans un seul acte, l'occasion de résoudre plusieurs difficultés à la fois. Il fallait, en

conservant le principe de la nationalisation des domaines cléricaux, à laquelle le clergé 'était résigné, déclarer ces biens (vendus ou non) propriété publique; rembourser les acquéreurs pouvant certifier un paiement effectué; puis, procéder régulièrement à la vente. C'était là pour les finances de l'Empire, la base assurée d'une vaste et productive opération financière; le prix de ventes faites à la valeur sincère composait pour le trésor d'importantes ressources; il était possible de créer une caisse de dotation capable de mettre leClergé à l'abri de toutes les éventualités; des biens invendus, une partie pouvait servir utilement à la colonisation, l'autre offrait le gage assuré d'un emprunt.

XVI.

De tous les actes du gouvernement impérial il ressort clairement, que la partie libérale de son programme, est celle vers laquelle le chef de l'état a été porté par une secrète inclination de sa nature. L'Empereur Maximilien a voulu attirer à lui, par la bienveillance, les hommes qui étaient le plus opposés au nouveau régime, les rallier par la douceur, les captiver par la clémence. Il est permis de dire qu'il n'y a point réussi; le parti *libéral* qui veut la république et soutient Juarez a dédaigné toutes ses avances.

L'erreur commise par l'Empereur Maximilien (nous prenons respectueusement la liberté de l'écrire) est celle d'une nature confiante et sensible, disposée par un penchant naturel à la bienveillance, et portée à supposer chez autrui la générosité qui lui est propre. Mais une telle erreur, bien qu'elle prenne sa source dans un sentiment élevé, doit être nécessairement, dans les applications de la politique, une cause d'illusions fatales et d'entraînements funestes. Compter sans les passions ardentes, les instincts pervers, les haines intéressées, les résistances égoïstes, c'est en effet, dans la science difficile de gouverner les hommes, négliger des éléments nécessaires à la résolution du problème, et préparer à une entreprise politique un avortement assuré. Sans doute, la rigueur peut répugner à une âme généreuse et sensible, mais, lorsque les circonstances la commandent impérieusement, il faut savoir faire taire le cœur, et suivre les conseils de la raison.

Qu'est-il résulté? Les ennemis du trône impérial ne voient dans la bienveillance que la crainte, dans la clémence que la faiblesse. Loin de les toucher, la générosité qu'on leur témoigne, et le pardon qu'on leur accorde accroissent leur audace, et augmentent leur force, par le mépris d'une main qu'ils considèrent comme impuissante à sévir. Mais aujourd'hui l'Empire doit être éclairé par l'expérience; il peut reconnaître que dans les circonstances présentes, ses théories sont des sophismes. Désormais en effet, pour le gouvernement impérial ce n'est pas seulement une question de sécurité et de prudence, mais aussi de dignité et de respect de soi-même; désormais, générosité est devenu synonime de faiblesse; et la clémence serait non pas une naïveté simplement ridicule, mais bien une démence dangereuse.

XVII.

Lorsqu'on examine avec calme l'histoire contemporaine de ce pays, rien ne frappe davantage que l'inconséquence même des hommes. Le parti libéral qui fait en ce moment la guerre à l'Empire, avait plus que tout autre le devoir de se rallier à lui. L'Empereur avait adopté une politique franchement libérale; il avait appellé à lui les hommes qui le composaient et donné des gages certains de sa bonne foi. Loin de là, les libéraux ont repoussé toutes les avances et contraint en quelque sorte l'Empire, à n'avoir d'autre alternative que de mourir ou de les écraser. Et se proposent-ils un autre but que l'Empereur lui même? Ils disent vouloir la démocratie, la liberté, et l'Empereur les veut; l'Indépendance du pays, sa prospérité, et nul cœur, plus que le sien, ne les souhaite. Il serait temps, cependant, dans le siècle où nous sommes, de ne plus faire des querelles de mots. Est-ce un mot, ou bien une réalité qu'il faut à un peuple? Est-ce la forme ou l'esprit d'un gouvernement qui lui importent? La République assure-t-elle la liberté? Et la monarchie, le despotisme? République et Monarchie sont des formes de gouvernement; Aristocratie et Démocratie, des manières d'être social. Tel peuple peut vouloir la forme républicaine, et être ultra-intolérant, mystique, ennemi de la liberté de penser, et de toute égalité sociale; tel autre préfère la forme monarchique et n'en est pas moins libé-

ral, partisan résolu des idées philosophiques, égalitaire. Certes, quand on a foi dans l'avenir de l'humanité, on peut prévoir dans la suite des temps, un jour où la forme républicaine sera universellement applicable; mais ce jour-là, à ne parler que de lui, est encore éloigné pour le Mexique. Nous ne voulons pas nous répéter et fatiguer le lecteur, il sait ce qui rend aujourd'hui la république impossible dans ce pays. Que poursuivent-donc *les puros*?[1] Le triomphe d'une faction, et rien de plus.

Nous ne nous laisserons point emporter par la vivacité du sujet; nous sommes de ceux qui pensent que l'estime que l'on accorde à ses adversaires fait partie de celle que l'on doit avoir pour soi-même. Nous voulons donc considérer les Juaristes comme des hommes sincères, et nous ne mettons nullement en doute l'intime persuasion où se trouve M. Juarez, de suivre une ligne de conduite conforme aux sentiments du patriotisme, et aux intérêts de son pays, Certes, il serait bien présomptueux de croire, que M. Juarez et ses partisans pourront prendre en considération les observations que cet écrit leur adresse; ce serait mal connaître la nature humaine, que de supposer qu'ils liront ces pages, si d'aventure elles tombent sous leurs yeux, sans que l'esprit de parti n'ait préalablement dicté leur jugement.

Les juaristes poursuivent le reuversement de l'Empire, et veulent détruire, jusque dans ses moindres racines l'œuvre dont l'accomplissement a été favorisé par la France. Quels moyens, quelles chances ont-ils d'y parvenir?

XVIII.

Ils ont à l'intérieur une organisation régulière; dans chaque ville, des comités centraux fonctionnent et correspondent entre eux; tandisque les amis de l'Empire s'alarment, les Juaristes prennent de l'audace; ils font leurs affaires, vont et viennent, reçoivent des courriers ou en envoient, sèment de fausses nouvelles, parlent de leurs espérances, du départ de l'armée française qui a peur des Américains, de la chûte de l'Empire, question de temps, et de la

1 Puros (les purs) Nom que se sont donnés les hommes du parti Juariste.

réaction sanglante de demain. Mais en tout cela, il y a plus de hardiesse que de force, et la moitié de leur courage est faite de la tolérance, coupable ou aveugle [1], du gouvernement impérial.

Les finances du parti juariste ne sont pas dans un état prospère, et les expédients qu'il emploie pour tenter de les relever sont assez étranges pour des républicains. Sans doute, dans leur dictionnaire politique, les mots droit, justice, peuple, territoire national n'ont pas le même sens que dans le notre. Un jour, c'est la basse-Californie que Mr. Juarez offre aux capitalistes américains, par l'entremise d'un courtier véreux, en garantie d'un emprunt *national;* le lendemain, c'est la Sonora; bientôt ce sera le Mexique tout entier.

Dieu garde, d'ailleurs, l'intègre gouvernement de Washington de prêter la main à ces intrigues! Il sait bien que l'on ne peut vendre, acheter, ni mettre en gage des peuples, et si le parlement votait la garantie d'un emprunt fait par M. Juarez pour les besoins de sa cause, le président [2] saurait bien arrêter le bill par son veto. Les austères républicains de Washington nous rappellent Sénèque, qui écrivait l'éloge de la pauvreté sur un pupitre d'or. Tandis que, la main posée sur le livre de la constitution et la Doctrine Monroë et se laissant aller au flot de leur éloquence, ils exaltent M. Juarez et attaquent l'Empire, leurs regards, au-delà des sincères convictions, s'étendent avec complaisance sur les fertiles plateaux du Mexique, et vont découvrir dans le sein de la terre mexicaine les richesses qu'elle contient. N'est-ce pas l'intérêt des Etats-Unis de soutenir M. Juarez, M. Ortega, M. Santa-Anna? Cela est possible, mais la dignité de la grande république s'est singulièrement abaissée dans de misérables intrigues. [3]

XIX.

Pour les moyens d'action directement applicables à la guerre, la

1 Voir le Post-Scriptum.

2 Nous ne suspectons nullement la loyauté de M. Andrew Johnson, qui a donné personnellement des gages de sa bonne foi et de sa modération. Mais que peut le président contre ceux qui l'entourent?

3 A cet égard, nous prions le lecteur, de lire avec attention les intéressants extraits, que, vu leur longueur, nous avons cru convenable de placer à la fin.

faiblesse des Juaristes proprement dit n'est pas moins grande. Les derniers événements ne changent rien à notre opinion; le lecteur va comprendre. Les forces du parti Juariste se composent d'une minorité animée d'un vrai patriotisme; mais la plupart de ceux qui combattent pour la cause de Juarez s'y attachent seulement parce qu'ils sont incapables d'une autre vie que celle d'aventure, que la guerre fournit à leurs funestes instincts une vaste carrière, et laisse toujours assez de ruines pour qu'ils puissent y trouver une fortune. Les corps se recrutent de deux manières: par des levées forcées sur le lieu même de la guerre, par l'arrivée incessante de prétendus déserteurs des Etats-Unis [1]; ils reçoivent en outre facilement, par la frontière du Nord, les attirails et munitions de guerre. [2]

Et comment font ils la guerre? Comme des bandits, qui ne reconnaissent ni le droit des gens, ni les principes élémentaires de l'honneur. Partout où ils passent, la ruine marque leur trace fatale: les bêtes de somme, les chevaux sont enlevés, les récoltes, dévastées, l'épargne du colon devient leur proie; l'incendie dévore les villes, les hameaux, la cabane du travailleur; tout homme en état de porter les armes est forcé de les suivre ou reçoit la mort; l'enfance, la vieillesse ne trouvent point grâce devant leur sombre férocité; les arbres des routes sont couverts de pendus, et cent fois, on a pu voir de pauvres femmes enceintes, suspendues à une branche, le ventre ouvert et le fœtus sortant par la blessure béante. [3] Sont-ce des soldats? Ne profanons pas ce mot! Le soldat fait la guerre avec honneur, il reçoit des ordres loyaux et les éxecute loyalement; brave au combat, il sait ce que vaut la vie d'un homme quand le feu a cessé. Mais eux, ces bandits, ce sont des bêtes fauves. Malheur au prisonnier! malheur au soldat qui n'a pas eu le temps de se faire sauter la tête avec sa dernière cartouche et qui tombe vivant entre leurs

1 Dans les 4,000 dissidents qui ont enlevé au général Olvera un convoi, malgré la défense brillante de ce brave officier, on comptait environ 1,500 américains, pres que tous nègres, venus du Texas.

1 Corona a reçu récemment: 6 canons rayés, 1,200 carabines, 2.000,000 de cartouches.

1 Il n'y a pas dans ce tableau navrant, un seul mot dont plusieurs milliers de témoins sincères ne soient prêts à attester la vérité.

mains! Les plus infames mutilations et d'horribles tortures seront son triste sort.

Et puis on s'étonne, on s'indigne, dans une partie de la presse européenne, que l'on ne veuille pas reconnaître des belligérants dans les hommes que poursuivent les armes françaises et mexicaines alliées! Et l'on demande à la parole un mouvement oratoire pour s'élever contre le décret d'octobre! Jamais un tel acte ne fut plus légitime ni mieux justifié; jamais aussi la clémence d'un prince généreux ne fut plus regrettable. [1] Mais les massacres d'Hermosillo et de Tepic, que l'Europe aura pu connaître le jour où cet écrit lui parviendra, changeront le sentiment des plus hostiles; et la France sentira l'indignation et la colère lui sauter violemment au cœur. Et quel est l'homme assez peu soucieux de la dignité de son pays et de la sienne propre, pour oser dire qu'il ne faut point exterminer des assassins?

Ce qui fait aujourd'hui la force du Juarisme serait demain, s'il triomphait, la cause de sa perte. En vain voudrait-il tenter de réprimer les excès de ses auxiliaires? On ne lutte pas contre l'ouragan déchaîné. En vain voudrai-t-il assigner à la réaction une limite? Loi fatale: après les Girondins, Marat [2]; après Juarez, les bandits. Tel serait le sort du Juarisme; sa victoire aurait pour première conséquence: l'anarchie, pour dernière: d'assurer l'avenir aux Américains, qui sauraient facilement dans le désordre du Mexique et à la faveur d'une question d'argent, trouver l'occasion et le prétexte de terminer l'œuvre de 1848.

XX.

Mais le Juarisme n'a pas encore triomphé; et, si le gouvernement impérial le veut, il ne triomphera pas. Que l'Empire prenne une

1 Pendant longtemps, on a pu voir chaque jour dans les journaux de Mexico, que l'Empereur Maximilien venait de commuer, en quelques années d'internement dans le Yucatan, la peine de mort prononcée contre des rebelles pris les armes à la main.

2 Les girondins répresentent dans la révolution française, l'élévation de la pensée, le cœur, l'éloquence, la poësie.—Marat personnifie les instincts vils, la débauche de langage, la cruauté systématique. Les girondins furent arrêtés le 31 mai 1793.—Marat fut assassiné le 13 juillet par Charlotte Corday.

attitude énergique, et tous les intérêts qui veulent la stabilité du gouvernement, la propriété, l'industrie, se rallient à lui. Eclairés mieux que personne sur ce qui les touche, ne viennent-ils pas de donner la mesure de la résistance qu'ils sont prêts à opposer à une tentative de restauration républicaine, par les alarmes, vaines [1] sans doute, que leur a inspirées l'annonce du départ des troupes françaises? Pense-t-on, que, revenus d'une première faiblesse, ils ne sachent pas puiser, dans le sentiment du danger et l'approche de la ruine, une force énergique de résistance? Croit-on de même, que l'élément religieux, si puissant et si maltraité, ne s'avise point un jour de savoir lui-même ce qu'il peut, et soit résigné d'avance à voir venir une heure difficile, la suprême peut-être, sans combattre pour éloigner le danger? Que l'Empire se montre ferme, et il dispose contre ses enemis du Mexique presque entier.

XXI.

Les Juaristes se croient fondés à penser que, malgré tout, l'appui des Etats-Unis doit assurer le succès de leur cause. Les Américains, cela n'est pas douteux, dans la limite des exigences diplomatiques, prêteront la plus complète assistance à un parti qui fait indirectement leurs propres affaires, et qui est assez aveugle pour ne point le voir. Cependant, il est certain aussi que les circonstances leur imposent une réserve nécessaire, s'ils tiennent à conserver, comme cela est probable, des relations amicales avec la France.

Les uns et les autres, d'ailleurs, se sont un instant flattés, que la nation française, loin de soutenir de ses vœux, la politique de l'Empereur Napoléon dans la question mexicaine, était à cet égard dans une disposition d'esprit contraire aux vues de son gouvernement. S'il a pu en être ainsi dans un moment d'ignorance, il n'en est plus de même aujourd'hui. On ne considère plus, en France, M. Juarez

1 Nous ne voulons point dire que les troupes françaises n'évacueront pas le Mexique dans le délai marqué par la note du Moniteur, (note dont l'arrivée a fait dans ce pays une si fâcheuse impression, et a été marquée par une panique générale des affaires.) Nous voulons dire que nous croyons le gouvernement impérial assez résolu, et les gens qui veulent l'ordre, assez nombreux, pour quil soit possible de tiromphar de la rébellion.

et ses amis, à l'exclusion du reste du pays, comme les apôtres du progrès intellectuel et social, auquelle la France entière est dévouée de tout cœur; et les démocrates français savent à quoi s'en tenir sur les républicains du Mexique. Le récit des tristes intrigues dont Washington est le théatre convaincra les plus incrédules. [1] On a pu souhaiter, en France, le triomphe du Nord sur le Sud, quand on pensait que l'un combattait pour une grande idée sociale, et l'autre pour une cause détestée. Mais la vérité a éclairé les esprits, et personne n'ignore que la lutte a eu lieu, entre celui qui veut prendre un bien et celui qui ne veut pas se le laisser enlever. On sait aussi que la modération du premier jour, au lendemain de la victoire, a fait place maintenant à une compression terrible, à un despotisme sous les quels les états du Sud voient achever leur ruine; et les tristes plaintes arrachées par la souffrance à Jefferson Davis qui expie, chargé de fers au fond d'un cachot, la gloire d'avoir été un grand citoyen, ont douloureusement retenti jusqu'au cœur de la France. [1]

Revenus d'une première erreur, les intérêts Européens comprennent le danger dont l'extension des Etats-Unis en Amérique pourrait les menacer; et les hommes politiques qui respectent les droits des peuples, n'ayant pas eu la pensée de s'immiscer dans les affaires intérieures des Américains à un moment où cela était facile, ne veulent pas davantage laisser à ceux-ci la liberté de disposer selon leur bon plaisir des peuples et de pays. Les Yankees, d'ailleurs, n'ont nul dessein de se lancer dans les aventures [2] et

1 Le Docteur Carwen qui a eu l'honneur de donner les soins de son art à Jefferson Davis a dépeint, dans le livre qu'il vient de publier récemment, la triste situation où se trouve l'illustre prisonnier. Le récit des tortures que fait subir le gouvernement de Washington au vaincu, est navrant. La scène de la mise aux fers, Jefferson Davis se défendant contre les bourreaux, les soldats le saisissant *de force après une lutte terrible* et le jetant sur son lit, le forgeron rivant les fers, tout cela est sinistre, atroce. Le gouvernement de Washington s'est deshonoré par cette cruauté gratuite.

On assure que le président Johnson a adouci, depuis quelque temps, les rigueurs de la captivité de M. Davis.

2 Il ne faut pas prendre pour la manifestation du sentiment public les élucubrations de quelques journalistes dans le cerveau des quels la fièvre patriotique a mis la démence. *L'Estafette* de Mexico a reproduit d'après le *Courrier des Etats-Unis*, un article d'un journal de New-York.—Après avoir fait admirer à ses lecteurs les manœuvres straté-

leur amitié pour les Juaristes n'ira pas jusqu'à se compromettre vis à vis de la France et de l'Europe. Le Sud est abattu, mais non soumis; [1] il a gardé au fond du cœur l'implacable constance de la haine; d'épuisement il a mis bas les armes. mais de désespoir et si une chance lui était offerte, il pourrait bien les reprendre demain.

L'Empereur Napoléon a donné, dans cette affaire du Mexique, assez de gages de sa modération pour que le gouvernement de Washington considère comme un devoir de l'imiter dans sa conduite. La France est sincèrement amie de la paix, elle veut la prospérité de tous les peuples et n'a aucun dessein ambitieux; mais sa politique est assez désintéressée, elle même est assez puissante, pour qu'elle ait le droit d'exiger qu'on use envers elle d'une juste réciprocité. La France ne craint personne; quelque soit le peuple contre le quel il puisse se trouver engagé, elle saura toujours fièrement suivre son drapeau, et se souvenir que si elle est la nation de l'intelligence, elle est aussi le grand peuple guerrier.

XXII.

La Monarchie mexicaine ne peut donc avoir d'autre ennemi que le défaut d'énergie, et le manque de confiance en elle-même. Qu'elle s'adresse aux hommes qui veulent l'ordre, la paix publique, le progrès moral, le dévoelppement matériel, le respect des personnes et des biens, qui ont la haine de l'anarchie et des fauteurs de désordre, qu'elle fasse appel à leur dévouement, à leur courage, ni l'un ni l'autre ne sauront lui marquer. L'armée nationale se forme, et bientôt les braves généraux que l'armée française a vus combattre

giques des généraux du Nord (il y a en eu, en effet, de fort savantes comme celles de Grant dans la Virginie, de Sherman en Géorgie, de Hood près de Nashville), l'auteur de l'article disait, à peu près, ceci: "Et que sont à côté de cela, les petites campagnes de Bonaparte dans un coin de l'Italie! Dix mille braves Américains contre trente mille petits français, c'est assez pour avoir la victoire!"

1 Le gouvernement de Washington a fait, il y a deux mois environ, une enquête officielle.—La plupart des personnages marquants du Sud, interrogés sur la conduite que tiendraient les états sécessionistes, si les Etats-Unis étaient engagés dans une guerre étrangère, ont répondu d'une façon qui a pu jeter au moins quelque doute, dans l'esprit des hommes du Nord.

valeuresement à ses cotés, complèteront les cadres de leurs régiments ou recevront de nouvelles troupes. Bien que l'époque de leur départ pour l'Europe ait été nettement indiquée, néanmoins les braves soldats du Borrego, de San Lorenzo, Puebla, Oajaca, Espinoza del diablo [1], sont encore auprès de l'Empire, tout prêts à immortaliser par de nouveaux exploits les lieux où ils passeront, et à leur tête, un chef illustre, aussi grand sur les champs de bataille qu'éminent dans les conseils. Avec de tels auxiliaires la victoire est toujours assurée. Mais un sol fertile ne peut-être fécondé que par la semence; la semence ici sera la mâle attitude du gouvernement imperial.

XXIII.

Nous aurions voulu examiner, avec quelques détails, la partie purement administrative des actes du gouvernement impérial, mais le temps nous a fait défaut; aussi bien, le moment est peu propice. Laissons le passé dans l'oubli, avec la situation présente pour juste condamnation des fautes commises, et tournons nos regards vers l'avenir.

L'Empire a une grande tâche à accomplir; nous avons la confiance qu'il en sera capable. Rien n'est fait au Mexique, tout est à faire; la République n'a laissé que des ruines.

De toutes les graves questions, la plus importante peut-être est aussi celle pour la quelle on a fait le moins; si le temps perdu ne se peut réparer, du moins ne faut-il pas en perdre davantage. La colonisation doit offrir au Mexique un moyen rapide de reconstitution sociale, par les éléments d'ordre, de travail, de richesse qu'elle introduira dans le pays. D'immenses territoires, formés d'un sol arable, incultes aujourd'hui, peuvent suffire à nourrir, à enrichir même plusieurs millions d'hommes. Le colon qui a défriché, ensemencé un champ, et voit grandir la récolte qui le paiera de ses labeurs et nourrira sa famille, est le défenseur naturel de sa propriété et de

1 Nous mentionnons seulement les combats dont le nom nous revient en écrivant à la mémoire. L'armée française a été digne d'elle-même et de ses souvenirs; on ne peut mieux la louer. L'histoire de la campagne du Mexique est glorieuse; elle prouve une fois plus que la bravoure et le génie militaires ne feront jamais défaut à la France.

l'ordre public. Il défend son bien, et celui de son voisin; car il sait que l'intérêt de celui-ci est aussi le sien propre; il est le vrai soldat d'un pays qui ne songe point à porter la guerre à l'étranger et a besoin seulement d'une force capable de maintenir la paix intérieure.

La colonisation, c'est le sol défriché et assaini, la production accrue, la consommation augmentée, l'industrie développée, et comme conséquences la prospérité générale, la richesse du trésor public. Il faut lui créer de tels avantages, la protéger par une législation si libérale, que les colons, de toutes parts, soient engagés à venir en grand nombre. Dans les lieux où le terrain est divisé, morcelé par les mouvements du sol, encourager la petite culture; là, au contraire, où la nature permet l'usage des machines, créer de grands centres agrïles, avec l'association de ces trois éléments: la Terre, le Travail, le Capital.

Du sud des Etats-Unis, trois cent mille travailleurs, riches de bétail et d'outils, possesseurs la plupart d'un capital, sont venus à la frontière de l'Empire, demandant en vain des terres. Assurés d'une meilleure réception, ils reviendront, apportant avec eux les habitudes laborieuses qui les distinguent, l'amour du sol et le respect des propriétés. L'émigration allemande, qui s'est dirigée jusques ici vers les Etats-Unis, fournira nécessairement un nombreux contingent. Là ou l'Européen ne peut travailler, le Chinois pourra vivre; et l'Indien du Mexique[1], protégé par des réglements sévères contre lui-même et les vices qui diminuent sa force physique, tirera de la terre qu'il cultive une plus grande quantité de produits. La colonisation, on le voit, est une question générale, touchant à tout[2], et pouvant contribuer puissamment par elle-même, à résoudre la plupart des problèmes dont le gouvernement cherche la solution.

1 Morelos avait eu la pensée de faire des règlements contre l'ivrognerie; et le jeu, il en est clairement parlé dans le manifeste de Chilpancingo. Chez un autre peuple cela serait assez difficile à faire entrer dans la pratique; mais au Mexique un gouvernement fort pourra tout ce qu'il voudra.

2 Elle intéresse éminemment la physiologie; et ce n'est pas là un des moindres côtés de son importance au Mexique; nous nous proposons de traiter, ultérieurement et avec tout les développements qu'elle comporte, la question de la colonisation.

XXIV.

Quelle est aujourd'hui la situation de l'Empire? Celle d'un joueur qui a dans les mains assez de cartes pour battre son adversaire, et à qui il faut seulement l'habitude du jeu et la connaissance des règles pour gagner la partie. La situation du pays est grave. L'Etat est sans ressources immédiates, pour subvenir aux dépenses urgentes, sans crédit par lui-même sur les grands marchés financiers de l'Europe, incapable donc d'équilibrer son budget par un emprunt étranger; la formation de son armée, quelques soient le dévouement et le zèle de ceux qui l'organisent, n'est pas achevée; il est absolument dépourvu de marine, et ses revenus consistant principalement dans le produit des douanes maritimes, son existence pourrait être à la merci d'un blocus. Mais il a dans les mains une arme puissante, une arme invincible s'il sait en faire usage.

La dictature n'est légitime que lorsqu'elle sert au bien public. La garder et ne s'en point servir, est aussi commettre une faute considérable en politique, c'est avoir pour soi toutes les difficultés d'une situation sans aucun des avantages qu'elle peut procurer.

Le gouvernement impérial concentre à la fois dans ses mains le pouvoir exécutif, le pouvoir législatif, et, par la censure administrative de la presse, une partie du pouvoir judiciaire. Il est donc, de fait, maître absolu. Mais une telle concentration de pouvoirs, indispensable dans les circonstances critiques, et en dehors de celles-ci tout à fait contraire aux lois économiques, exige que celui au profit duquel elle est établie s'en serve assez utilement, pour n'être obligé d'en supporter le poids et d'en avoir le souci que le moins de temps possible.

L'Empereur n'a pas besoin que les consuls viennent l'investir de l'autorité suprême; il a la dictature et nul ne la lui conteste. Jamais, en aucun temps et aucun pays, elle ne fut ni plus urgente ni plus légitime. La moitié de l'Empire est en révolte, le territoire est désolé par la guerre; dans les villes même, sous les yeux des autorités impériales, les ennemis du trône conspirent ouvertement sa ruine.

Il faut des hommes pour l'armée, de l'argent pour payer les dépenses nécessaires d'un état de choses anormal. À la révolution, les

moyens révolutionnaires! L'heure d'un Joseph II n'est pas venue; il faut aujourd'hui au Mexique, César ou Cromwell, Richelieu ou le Comité du salut public, une main de fer sous la quelle toutes les têtes se courbent et qui se serve de sa force pour en finir décidement avec l'anarchie.

XXV.

L'Empire fort, et il le sera par la volonté de l'être: l'audace de ses ennemis est abattue, les incertains se décident, les tièdes dévouements se raniment, et les hommes qui veulent, avant tout, un pouvoir capable de protéger les personnes et les biens, viennent résolument se ranger près de lui. Le lendemain le pays est pacifié, et le gouvernement, assis sur d'inébranlables bases. Alors l'organisation régulière s'établit, le crédit public se fonde, l'instruction se répand, les caractères s'élèvent, une véritable démocratie succède au règne de l'égoïsme, l'activité intellectuelle du pays porte ses fruits, l'ére de la prospérité est ouverte, et le Mexique devient véritablement une nation.

Que l'Empire, au contraire, ne rompe pas avec les traditions du passé: et l'audace de ses ennemis s'accroît encore; les timides cherchent à se placer du côté de celui qui leur paraît le plus fort, les intérêts font de même, les patriotes sincères se retirent désesperés, et résolus cependant à ne point laisser périr la patrie; c'est l'abandon général. Persister dans la voie funeste: c'est creuser de ses propres mains l'abîme et y acheminer le trône, c'est préparer sa propre ruine, c'est la mort par le suicide.

XXVI.

Le baron Louis, ministre des finances en France sous la Restauration, avait contume de dire à ses collègues: "Faites de la bonne politique et je ferai de bonnes finances." Cet éminent homme d'état savait bien que la richesse du trésor public est subordonnée à celle du commerce, de l'agriculture et de l'industrie, qui fournissent les impôts; et que la prospérité matérielle est-elle-même subordonnée à l'état politique d'une nation. Que M. le Ministre d'ha-

cienda [1] tienne à ses collègues un langage semblable à celui du Baron Louis, et ils lui répondront: "la bonne politique c'est le calme et l'ordre dans l'Empire; il faut une armée, des routes, des chemins; donnez-nous le crédit nécessaire et la bonne politique sera faite." Cercle vicieux dans lequel le gouvernement est destiné à tourner longtemps, s'il n'en sort par une mesure radicale! Étreinte fatale dont il faut se débarasser violemment, si la violence seule y peut réussir!

La France, qui a beaucoup fait pour le Mexique, peut encore une fois lui prêter un suprême concours. Il est certain, que si de nouveaux sacrifices sont utilement employés, s'ils ont pour résultat, d'asseoir le gouvernement impérial, de pacifier le pays, de développer l'agriculture et l'industrie par la colonisation, un jour prochain viendra, où les revenus publics du Mexique permettront au trésor de rendre à la France les avances qu'il en aura reçues. En outre la richesse métallique du pays, dont Humbold a dit qu'elle avait été à peine effleurée et qu'elle pourrait suffire à inonder l'Europe de métaux précieux, offre peut-être la base d'une vaste combinaison financière. [2]

Mais l'Empire doit compter avant tout sur lui-même et sur le Mexique. Le moment n'est point opportun pour discuter théoriquement, quelle est la préférable économie, des impôts ou des emprunts; il y a urgence à fournir au trésor les ressources dont il a besoin. Un gouvernement qui veut le bonheur de la patrie, et se sent assez puissant pour le réaliser, a le droit de demander assistance chaque citoyen; l'Empire fort, l'emprunt national, exigé par les nécessités du temps, est devenu légitime.

XXVII.

Et maintenant la question est nettement posée. Le Mexique doit choisir: République ou Monarchie.

Avec la République: l'anarchie, l'impossibilité absolue d'organiser l'état social, la conquête américaine comme dernier terme fatal et nécessaire.

Avec la Monarchie: l'ordre, un gouvernement protecteur des

1 Ministre des finances.

2 Nous ne pouvons nous expliquer davantage sur une question dont les éléments ne nous sont point encore parvenus complètement et que nous étudions.

droits de tous et capable de réaliser l'avènement d'une démocratie sincère, l'alliance d'une nation cordialement amie et franchement désintéressé, l'Indépendance nationale.

Pour tout bon citoyen, l'indécision n'est pas possible.

Ayons confiance en l'avenir! Que le souvenir des discordes s'efface, que les cœurs s'unissent dans un seul sentiment, l'amour de la patrie! Et le Mexique sera une grande et puissante nation, digne d'elle-même et des plus hautes destinées.

XXVIII.

Vous que la main de Dieu a placé sur ce trône qui peut devenir l'un des plus puissants du monde entier, votre conduite saura s'inspirer des enseignements de l'histoire et des nécessités du temps présent. L'œuvre est digne de la plus noble ambition, et, celui qui tente courageusement de l'accomplir, quelque soit la fortune, en doit rester plus grand. Le succès est assuré à une volonté ferme, ignorant également les défaillances et les emportements. Marchez donc résolument vers l'avenir, cordialement uni aux alliés fidèles dont la seule ambition est d'assurer la prospérité du Mexique, entouré de la majorité de la nation qui veut un gouvernement fort, qui hait la guerre civile et estime que le progrès est parfaitement conciliable avec le respect des droits acquis. Bientôt le couronnement de l'œuvre sera assuré, et la reconnaissance de tout un peuple vous assurera une page glorieuse dans les annales de histoire.

Il y a plus d'un siècle, une femme dont l'histoire conservera le souvenir, règnait sur un empire puissant. La naissance l'avait appellé au trône, l'héroïsme de son âme la sacra deux fois reine, deux fois impératrice. Un jour l'empire d'Allemagne fut menacé de la ruine; au Nord, à l'Ouest, au Sud, les armées ennemies victorieuses avaient passé la frontière, et la capitale même vint à tomber en leur pouvoir. Marie-Thérèse quitta Vienne, et alla en Hongrie, non pour y fuir l'ennemi, mais pour y chercher des soldats. Elle vint au milieu des magnats, et élevant dans ses bras son fils encore au berceau, elle fit appel à leur patriotisme à leur courage. Et levant leurs épées, les Hongrois s'écrièrent: "Mourons pour notre roi Marie-Thérèse!" La victoire ne pouvait manquer à un si

noble courage; peu de temps après, victorieuse dans sa capitale, la grande impératrice recevait de ses peuples le titre de "Mère de la patrie."

Quel plus noble exemple peut être proposé à l'ambition d'un prince!

Vous dans les veines du quel coule le sang d'une glorieuse aïeule, faites au patriotisme du Mexique un généreux appel; saisissez fièrement à la main le drapeau national de l'Empire, et bientôt, sacré par la victoire, il couvrira de ses plis un peuple tout entier.

POST-SCRIPTUM.

Cet écrit était déja sous presse, lorsque le "Diario del Imperio" a officiellement annoncé le départ pour l'Europe de S. M. l'Impératrice.

S. M. va en France pour y règler des questions politiques d'importance.

Les grandes actions portent en elles-mêmes leur propre louange. En ne craignant pas d'affronter la terre chaude, en cette saison de vomito-negro, et les fatigues d'un long voyage maritime, l'Impératrice a montré ce que le pays peut attendre de son patriotisme et de son cœur.

Nos vœux accompagnent la noble voyageuse et souhaitent son prompt retour. Puisse-t-elle rapporter dans les plis de son manteau impérial, l'alliance cordiale de deux peuples, cimentée par d'augustes amitiés, et l'avenir assuré de la patrie à laquelle elle se dévoue!

Les événements marchent vite; et demain l'actualité de cet écrit ne sera plus que de l'histoire ancienne.

Le gouvernement Impérial prend des mesures énergiques.

Nous nous permettons de lui répéter: **Ni emportements, ni faiblesses; Exécution Stricte et rigoureuse de la Loi.**

Que les ministres de l'Empereur veuillent bien se rappèller la réponse que fit Tarquin le superbe, au messager que Sextus, son fils, lui envoya quand il se fut rendu maître de Gabies. Les Romains sont nos maîtres en politique, comme en bien d'autres choses; et la lecture de leur histoire est digne d'occuper les loisirs de ceux à qui est confiée la tâche difficile de gouverner les hommes.

Nous plaçons ici les extraits de journaux dont il est parlé page 37. Leur lecture ne saurait manquer d'être instructive.

Extrait de "l'Estafette" (1).

On lit dans le *Courrier des Etats-Unis* du 20 juin:

"Depuis le commencement de la semaine, on signale dans les cercles politiques de Washington une recrudescence notable de sympathie en faveur de la "république du Mexique." Jamais cette formule synthétique de la doctrine Monroë: "l'Amérique aux Américains.... des Etats-Unis," n'a retenti aussi souvent et aussi bruyamment sous les voûtes du Capitole, dans les conlisses des deux Chambres et dans les bureaux des divers départements. C'est qu'aussi, jamais les "patriotes mexicains" n'ont fait d'offres plus tentantes, plus séduisantes pour l'agrandissement de leurs voisins aux dépens de leur pays, qu'en ce moment. De quelque côté qu'on se tourne, on n'entend prononcer que les mots de cession, de morcellement, d'hypothèque de provinces, de rectification de frontières, en un mot de remaniement de la carte du Mexique, déjà si remaniée depuis vingt ans.

"Trois ou quatre grands projets de "reconstruction" de la république mexicaine sont sur le tapis et, si nous devons en croire certaines correspondances de Washington, ils ne tarderaient pas à être rendus publics. Le premier est déjà connu en partie. M. Romero en est l'auteur, et M. Thaddeus Stevens le promoteur dans le Congrès. Il consiste à garantir au gouvernement de Juarez un emprunt de cinquante millions de dollars moyennant une hypothèque sur les provinces de Chihuahua, de Sonora et de Sinaloa. Le consentement de M. Juarez a été apporté, il y a quelques jours, par un certain M. John C. McCabe, qui a entrepris à cet effet le voyage du Paso et a reçu pour sa peine une somme de $3,000. On prétend que M. Frémont est mêlé plus ou moins directement à cette affaire.

1 *L'Estafette*, journal français de Mexico, rédigé par M. Charles de Barres, écrivain du plus rare mérite, qui joint à l'esprit humoristique le plus charmant, une vaste érudition et une connaissance profonde des hommes et des affaires politiques. La presse française est dignement représentée à Mexico par *l'Estafette* et aussi par *l'Ere Nouvelle*, dont le rédacteur en chef, M. Masseras, est un écrivain de talent fort estimé.

"Le second projet de solution de la question mexicaine, ainsi que se plaisent à l'appeler plusieurs de nos confrères américains, a été conçu par M. Ortega et ses amis et est appuyé par M. Banks, président du comité des affaires étrangères de la Chambre, et par un certain nombre de membres de cette assemblée. M. Ortega serait reconnu président légitime du Mexique, à l'exclusion de Juarez et, en échange de la garantie d'un emprunt par les Etats-Unis, ceux-ci recevraient de lui des concessions importantes qui placeraient en réalité le Mexique sous le protectorat de la grande république.

"Le troisième tripotage a pour cheville ouvrière le trop fameux M. Butler, et pour objet la cession de la Basse-Californie à une compagnie dont il est le président. L'ex-proconsul avancerait, s'il ne l'a déjà fait, à Juarez ou à son mandataire Romero quelques centaines de mille dollars de sa fortune mal acquise, et en échange de ce versement, il recevrait des titres de propriété transmissibles aux Etats-Unis dans certains cas donnés...... et parfaitement prévus d'ailleurs. La substitution s'opérerait naturellement par degrés, de manière à concilier les intérêts de la concession avec ceux de la cession.

"En quatrième ligne nous voyons apparaître le général Santa-Anna et ses partisans, qui attendent pour dévoiler leurs combinaisons que les choses preunent une tournure plus favorable à leur cause; mais, si l'on doit juger par les précédents, il se reculeront certainement pas devant un nouveau morcellement de leur patrie pour se rallier des sympathies qui leur ont fait défaut jusqu'ici. Le *Herald* prête à l'ex-dictateur des projets gigantesques, ce qui revient à dire qu'il est le plus offrant. Reste à savoir qui sera le dernier enchérisseur.

"A ces combinaisons, plus ou moins authentiques du reste, s'en joignent d'autres plus vagues et qui n'ont peut-être d'autre origine que les conjectures auxquelles donnent lieu les allées et venues continuelles de quelques "patriotes" mexicains qui se disent indépendants de tous les partis. C'est ainsi qu'on parle de la cession éventuelle du Tamaulipas et du Nuevo-Leon, toujours en garantie d'un emprunt.

"Tel est le genre de solution de la question mexicaine que préparent soit ouvertement, soit par des moyens souterrains, les honnètes

et intègres républicains réfugiés aux Etats-Unis. Il faut convenir que si leurs manœuvres aboutissaient, ce qui est possible, et que si leurs projets se réalisaient, ce qui l'est moins, il n'y aurait bientôt plus de question mexicaine, attendu qu'il n'y aurait pour ainsi dire plus de Mexique. Mais il y a loin, fort heureusement, du rêve à la réalité, et, pour ne pas donner à toutes ces intrigues, en les commentant, plus d'importance qu'elles ne méritent, nous nous bornerons à signaler les effets qu'elles ont produits. A part quelques harangues prononcées dans le congrès par des membres "intéressés" dans les emprunts projetés, elles n'ont abouti jusqu'ici qu'à la présentation d'une résolution collective qui a été lue deux fois à la Chambre et renvoyée au comité judiciaire. Voici la teneur de cette résolution:

"Afin de venir en aide à la République du Mexique, d'une part, et de n'exposer à aucune perte les citoyens des Etats-Unis qui pourront juger convenable de lui avancer des fonds, de l'autre, le gouvernement des Etats-Unis garantit pas les présentes, à tous ceux que cela peut concerner, le remboursement de tous emprunts publics que la République du Mexique peut contracter maintenant et à l'avenir dans les Etats-Unis; lesdits emprunts devant être remboursables dans dix ans au moins, dans vingt ans au plus, porter un intérêt maximum de 7 p. c. par an, être autorisés par le gouvernement de ladite République du Mexique et certifiés par son ministre plénipotentiaire dûment accrédité auprès des Etats-Unis; pourvu que le montant total de ces emprunts ne dépasse pas la somme de cinquante millions de dollars, que les titres desdits emprunts soient émis à un taux qui ne pourra être inférieur à 85 cents par dollar, quils seront certifiés par le secrétaire du Trésor des Etats-Unis, qu'ilsseront de plus dûment enrégistrés et que les régistres consacrant leur authenticité seront déposés dans les archives du departement d'Etat à Washington."

—Le lendemain, 21, le *Courrier* publiait les lignes suivantes:

"Le général Gonzalez Ortega, qui se trouve à Washington, vient de soumettre aux membres du Congrès une protestation contre le décret par lequel Juarez se perpétue au pouvoir. Le décret, d'après M. Ortega, est arbitraire et illégal; il tend à établir une dictature, est un insulte au peuple et une calomnie contre M. Ortega lui-même."

[*L'Estafette du* 10 *juillet*, 1866.]

"Le *Courrier* parle en ces termes de la tentative faite au Congrès en faveur de l'emprunt juariste:

"M. Thaddeus Stevens a présenté à la Chambre la résolution que voici:

"La comité des affaires étrangères sera invité a s'occuper de l'opportunité de prêter à la République du Mexique, sur une garantie convenable, $20.000,000 afin de mettre la dite République à même d'empêcher le renversement de son gouvernement et l'établissement d'un gouvernement monarchique sur le continent américain."

"M. Stevens a fait suivre sa proposition d'uu discours à effet contre l'Empire mexicain et contre la France. Le but du chef radical est probablement de confisquer au profit de son parti la Doctrine Monroë: en enfourchant ce dada, il espère peut-être reconquérir quelque popularité. Mais en admettant que l'Emprunt fût voté, ce dont nous doutons fort, entre les mains de qui en verserait-on le produit? Entre celles de Juarez ou celles d'Ortega, ou celles de tout autre prétendant? Il est généreux de prêter, maïs encore faudra-il savoir d'abord à qui donner son argent, et qui représente cette République dont on essaie de galvaniser l'ombre."

Le *Times*, journal officieux de M. Seward, à propos de la proposition d'emprunt juariste émanée de M. Thaddeus Stevens, malmène fort ce respectable personnage. Ce n'est pas le moment, ajoute le *Times*, de soulever une pareille question, quand l'entente entre la France et les Etats-Unis est complète. D'ailleurs l'hypothèque sur le Chihuahua, la Sonora, le Sinaloa ou la Basse-Californie, qu'a laissé entrevoir M. Stevens, n'est pas un gage des plus sûrs, et il serait indigne pour le gouvernement fédéral d'encourager des tripotages de spéculateurs.

La *Tribune* est encore plus sévère que le *Times* pour le représentant qui est habituellement son héros favori. De même le *World* et le *Daily News*, qui ne pardonnent pas au chef du parti radical d'avoir tenté de confisquer la Doctrine Monroë à son profit. Il semble du reste que les radicaux veulent reconquérir un peu de popularité en prenant en main quelques questions étrangères.

C'est ainsi qu'à propos de l'Exposition Universelle de 1867, quelques représentants ont prononcé de violents discours contre la poli-

tique Napoléonnienne, et que dernièrement au Sénat, M. Banks a fait une sortie inconvenante contre l'Empereur Maximilien."

[*L'Estafette du* 11 *juillet*, 1866.]

ERRATUM.

Page 14, au lieu de: le 27 septembre, la transaction de Cordoba, lisez le 24 août.

